



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE ESSONNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N ° 51 - JUILLET 2014

SOMMAIRE

91-01 Préfecture de l'Essonne

CABINET

Arrêté N °2014190-0001 - A R R E T E 2014 PREF/ DCSIPC/ SID.PC n ° 660 du 9 juillet 2014 Portant renouvellement de l'agrément de l'Association Départementale d'Enseignement et du Développement du Secourisme pour la formation aux premiers secours dans le département de l'Essonne.	1
Arrêté N °2014190-0003 - Arrêté préfectoral n ° 2014/ PREF/ DCSIPC/ SIDPC/ 657 du 9 juillet 2014 modifiant l'arrêté n °2005.PREF.DCI/184 du 28 octobre 2005 portant composition de la Commission d'Information auprès de l'installation nucléaire de base secrète du Centre CEA/ DAM- Ile- de- France situé sur la commune de Bruyères- Le- Châtel.	5

DRCL

Arrêté N °2014188-0004 - Arrêté n ° 2014- PREF- DRCL/ BEPAFI/ SSAF-443 du 7 juillet 2014 portant déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de l'ouvrage AMIL3 dit « Barrage du Pivot » dans le cadre de la lutte contre les inondations de la rivière Prédecelle sur le territoire de la commune de Limours- en- Hurepoix	8
Arrêté N °2014189-0001 - Arrêté n ° 2014189-0001 du 8 juillet 2014 fixant la composition de la commission de recensement des votes pour l'élection du représentant des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale au conseil d'administration du syndicat des transports d'Ile- de- France	16
Arrêté N °2014189-0002 - N ° 2014.PREF.DRCL/ BEPAFI/ SSPILL /446 du 8 juillet 2014 portant autorisation d'exploitation par la société MRF- Agence MEL d'une plate- forme de valorisation et négoce de matériaux du BTP située au lieu dit « L'Orme aux Chats » à Vert- Le- Grand.	20
Arrêté N °2014191-0001 - Arrêté préfectoral n ° 2014.PREF/ DRCL/ BEPAFI/ SSPILL /455 du 10 juillet 2014 portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société LFB Biomédicaments pour l'exploitation d'une activité de production pilote dans les locaux du bâtiment B12 situé 3 avenue des tropiques aux ULIS.	53

91 - Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de l'Essonne

Pôle offre de soins et médico- social

Décision N °2014169-0019 - Décision tarifaire N °217 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de L'ACCUEIL DE JOUR LES CROCUS - ORSAY - 910014869	64
Décision N °2014169-0020 - Décision tarifaire N °222 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de L'EHPAD CHATEAU LA FONTAINE AUX COSSONS - VAUGNIGNEUSE - 910707785	68

Décision N °2014177-0046 - Décision tarifaire N °377 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'accueil de jour Alzheimer de Saint Chéron - 910015189	72
Décision N °2014177-0047 - Décision tarifaire N °388 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD RESIDENCE DU PLATEAU - ATHIS MONS 910019058	76
Décision N °2014177-0048 - Décision tarifaire N °373 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD LES LARRIS à BREUILLET - 910814078	80
Décision N °2014177-0049 - Décision tarifaire N °290 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD RESIDENCE GALIGNANI - CORBEIL- ESSONNES - 910800978	84
Décision N °2014177-0050 - Décision tarifaire N °323 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD LA MAISON DES CLEMATITES- CORBEIL- ESSONNES - 910013879	88
Décision N °2014177-0051 - Décision tarifaire N °378 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD MARCEL PAUL - FLEURY MEROGIS - 910810639	92
Décision N °2014177-0052 - Décision tarifaire N °485 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD LA MAISON SAINT JOSEPH - ETAMPES- 910701481	96
Décision N °2014177-0053 - Décision tarifaire N °381 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD LES PARENTELES - LA VILLE DU BOIS - 910005859	100
Décision N °2014177-0054 - Décision tarifaire N °344 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD LA MAISON DE LA CHATAIGNERAIE - LEUVILLE SUR ORGE - 910013929	104
Décision N °2014177-0055 - Décision tarifaire N °561 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD MAISON DE FAMILLE LES ETANGS - MENNECY - 910805837	108
Décision N °2014177-0056 - Décision tarifaire N °498 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD LE BOIS RENAUD - MONTGERON - 910701978	112
Décision N °2014177-0057 - Décision tarifaire N °484 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD MELAVIE - MONTGERON - 910701622	116
Décision N °2014177-0058 - Décision tarifaire N °301 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD MAISON GENEVIEVE LAROQUE- MORANGIS- 9100019462	120
Décision N °2014177-0059 - Décision tarifaire N °321 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD MAISON DES MERISIERS- MORSANG- 910015148	124
Décision N °2014177-0060 - Décision tarifaire N °359 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD LE CEDRE BLEU - SAINT PIERRE DU PERRAY - 910814557	128
Décision N °2014177-0061 - Décision tarifaire N °481 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de L'ACCUEIL DE JOUR SIMONE DUSSART - SAVIGNY SUR ORGE - 910015759	132

Décision N °2014177-0062 - Décision tarifaire N °379 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD RESIDENCE LES CEDRES - SAVIGNY SUR ORGE - 910815018	136
Décision N °2014177-0063 - Décision tarifaire N °330 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD RESIDENCE SAINT CHARLES- VERRIERES LE BUISSON - 910460104	140
Décision N °2014177-0064 - Décision tarifaire N °497 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD LE CHATEAU DE VILLEMORISSON - VILLEMORISSON SUR ORGE - 910802289	144
Décision N °2014182-0030 - Décision tarifaire N °631 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD GUTIERREZ DE ESTRADA - BRUNOY - 910701382	148
Décision N °2014182-0031 - Décision tarifaire N °653 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD RESIDENCE LE CLOS FLEURI - DRAVEIL - 910800465	152
Décision N °2014182-0032 - Décision tarifaire N °655 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD RESIDENCE BELLEVUE - EPINAY SUR ORGE - 910700418	156
Décision N °2014182-0033 - Décision tarifaire N °603 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD RESIDENCE TOURNEBRIDE - MEREVILLE - 910811116	160
Décision N °2014182-0034 - Décision tarifaire N °636 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD DESFONTAINES - QUINCY SOUS SENART - 910003938	164
Décision N °2014182-0035 - Décision tarifaire N °638 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2014 de l'EHPAD LE MOULIN VERT - QUINCY SOUS SENART - 910000231	168

91 - Centres Hospitaliers de l'Essonne

Centre Hospitalier de Longjumeau

Avis N °2014191-0002 - Concours interne sur titres pour le recrutement d'un Cadre de Santé	172
Avis N °2014191-0003 - Concours interne sur titres de Cadre Supérieur de Santé	175

91 - Direction Départementale de la Cohésion Sociale de l'Essonne

Direction

Arrêté N °2014185-0002 - Arrêté portant création du Comité Technique de la DDCS 91	177
--	-----

Pôle Prévention

Arrêté N °2014188-0001 - Arrêté n ° 2014- DDCS-91-45 du 7 juillet 2014, portant attribution d'agrément à l'ASSOCIATION DES FAMILLES DE COURCOURONNES ET DES ENSEMBLES ENVIRONNANTS.	180
Arrêté N °2014190-0002 - Arrêté n ° 2014- DDCS-91-47 du 9 juillet 2014, portant attribution d'agrément à l'association sportive "VIPERS GRIGNY CRICKET CLUB"	183

91 - Direction Départementale des Territoires de l'Essonne

SE

Arrêté N °2014183-0007 - Arrêté interpréfectoral n ° 2014- DDT- SE-275 bis du 2 juillet 2014 approuvant le schéma d'aménagement et de gestion des eaux révisé du bassin Orge- Yvette (SAGE Orge- Yvette)	186
--	-----

91 - Unité Territoriale de l'Essonne de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Pôle administration générale

Décision N °2014188-0002 - Décision donnant délégation d'arrêt et de reprise de travaux à Mme Muriel BART sur le secteur géographique de la 2ème section d'inspection du travail de l'Essonne	203
---	-----

Décision N °2014188-0003 - Décision donnant délégation d'arrêt et de reprise de chantier à Mme Farida BENNAÏ sur le secteur de la 2ème section d'inspection du travail de l'Essonne	205
---	-----

Pôle travail

Arrêté N °2014182-0026 - A R R Ê T É n ° 2014/ PREF/ SCT/14/0060 du 1er juillet 2014 portant agrément en qualité d'entreprise solidaire de l'association APASO sise 10 avenue du Noyer Lambert 91302 MASSY	207
--	-----

Arrêté N °2014182-0028 - A R R Ê T É n ° 2014/ PREF/ SCT/14/0061 du 1er juillet 2014 portant agrément en qualité d'entreprise solidaire de la société coopérative et participative COLIBREE sise 13 impasse de la Terre Marnée 91190 GIF sur YVETTE	210
---	-----



PREFECTURE ESSONNE

Arrêté n ° 2014190-0001

**signé par
le Directeur Adjoint du Cabinet**

le 09 Juillet 2014

**91-01 Préfecture de l'Essonne
CABINET
SIDPC**

A R R E T E 2014 PREF/ DCSIPC/ SID.PC n
° 660 du 9 juillet 2014 Portant renouvellement
de l'agrément de l'Association Départementale
d'Enseignement et du Développement du
Secourisme pour la formation aux premiers
secours dans le département de l'Essonne.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'ESSONNE

Cabinet du Préfet

Direction du Cabinet, de la Sécurité Intérieure
et de la Protection Civile
Service Interministériel de Défense
et de Protection civile

A R R E T E

2014 PREF/DCSIPC/SID.PC n° 660 du 9 juillet 2014

Portant renouvellement de l'agrément de l'Association Départementale d'Enseignement et du Développement du Secourisme pour la formation aux premiers secours dans le département de l'Essonne.

LE PREFET DE L'ESSONNE

- VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la Sécurité Civile
- VU le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié, relatif à la formation aux premiers secours,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- VU le décret du 25 juillet 2013, portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, Préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,
- VU le décret du 20 avril 2012 portant nomination de M.Gérard PEHAUT, Sous-Préfet hors classe en qualité de Directeur du Cabinet du Préfet d l'Essonne,
- VU l'arrêté n° 2013-MC-076 du 2 septembre 2013 portant délégation de signature à M. Gérard PEHAUT, Sous-Préfet hors classe, Directeur du Cabinet,
- VU l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours,
- VU l'arrêté ministériel du 8 février 2007 (Journal Officiel du 16 mars 2007) portant agrément du Centre National d'Enseignement et de Développement du Secourisme pour les formations aux premiers secours,
- VU l'arrêté du 24 juillet 2007 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2003 relatif à la formation de moniteur des premiers secours,
- VU l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « prévention et secours civiques de niveau 1 »,

- VU** l'arrêté du 8 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « Prévention et Secours Civiques de niveau 1 »,
- VU** l'arrêté du 8 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « Pédagogie Initiale et Commune de Formateur »,
- VU** l'arrêté du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « Pédagogie Appliquée à l'Emploi de Formateur en Prévention et Secours Civiques »,
- VU** l'arrêté du 23 septembre 2009, modifiant l'arrêté du 8 février 2007 portant agrément du Centre National d'Enseignement et de Développement du Secourisme pour les formations aux premiers secours,
- VU** la décision d'agrément 1206P07 du 29 juin 2012 délivrée par la DGSCGC à la Fédération Nationale d'Enseignement et de Développement du Secourisme relative à la formation à l'unité d'enseignement PSC1,
- VU** la décision d'agrément 1306P11 du 26 août 2013 délivrée par la DGSCGC à la Fédération Nationale d'Enseignement et de Développement du Secourisme relative à la formation à l'unité d'enseignement Pédagogie Appliquée à l'Emploi de Formateur en Prévention et Secours Civiques,
- VU** la demande présentée le 28 mai 2014 par le Président de l'Association Départementale d'Enseignement et de Développement du Secourisme,
- SUR** proposition du Sous-Préfet, Directeur du Cabinet,

ARRETE

Article 1^{er} : L'agrément de l'Association Départementale d'Enseignement et de Développement du Secourisme de l'Essonne (ADEDS 91) est renouvelé pour effectuer les formations suivantes, **uniquement** dans le département de l'Essonne.

- Prévention et Secours Civiques de niveau 1 -PSC 1 -
- Pédagogie Initiale Commune -PIC -
- Pédagogie Appliquée à l'Emploi de Formateur en Prévention et Secours Civiques-PAE/FPSC.

Article 2 : Le présent agrément est délivré pour une durée de deux ans et peut être renouvelé sous réserve du respect des conditions fixées par l'arrêté du 8 juillet 1992 susvisé et du déroulement effectif des sessions de formations.

.../...

Article 3 : Sans préjudice des autres mesures prévues par l'article 17 de l'arrêté du 8 juillet 1992 susvisé, le présent agrément pourra être retiré s'il est constaté des insuffisances graves dans les activités de l'association, notamment un fonctionnement non conforme aux conditions décrites dans le dossier ou aux dispositions organisant les premiers secours.

En cas de retrait de l'agrément, l'association ne peut demander un nouvel agrément avant l'expiration d'un délai de six mois.

Article 4 : L'arrêté 2012 PREF/DCSIPC/SID.PC n° 007 du 10 février 2012 est abrogé.

Article 5 : Le Sous-Préfet, Directeur du Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour le Préfet
Le Directeur Adjoint du Cabinet

François GARNIER





PREFECTURE ESSONNE

Arrêté n ° 2014190-0003

**signé par
le Préfet de l'Essonne**

le 09 Juillet 2014

**91-01 Préfecture de l'Essonne
CABINET
SIDPC**

Arrêté préfectoral n ° 2014/ PREF/ DCSIPC/
SIDPC/ 657 du 9 juillet 2014 modifiant l'arrêté
n ° 2005.PREF.DCI/184 du 28 octobre 2005
portant composition de la Commission
d'Information auprès de l'installation nucléaire
de base secrète du Centre CEA/ DAM- Ile- de-
France situé sur la commune de Bruyères- Le-
Châtel.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'ESSONNE

CABINET

Direction du Cabinet, de la Sécurité Intérieure
et de la Protection civile

Service Interministériel de Défense
et de Protection Civile

Arrêté préfectoral n° 2014/PREF/DCSIPC/SIDPC/657 du 9 JUIL. 2014

modifiant l'arrêté n°2005.PREF.DCI/184 du 28 octobre 2005 portant composition de la Commission d'Information auprès de l'installation nucléaire de base secrète du Centre CEA/DAM- Ile-de-France situé sur la commune de Bruyères-Le-Châtel.

**LE PREFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU le code de la défense, en particulier l'article R1333-39 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, Préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2004 créant la commission d'information auprès de l'installation de base secrète du centre DAM- Ile-de-France du Commissariat à l'énergie atomique sur son centre de Bruyères-le-Châtel, en particulier l'article 2.
- VU l'arrêté n°2005.PREF.DCI/184 du 28 octobre 2005 portant composition de la Commission d'Information auprès de l'installation nucléaire de base secrète du Centre CEA/DAM- Ile-de-France situé sur la commune de Bruyères-Le-Châtel

Sur proposition du Sous-préfet de l'arrondissement de Palaiseau

Article 1 : L'article 1^{er} de l'arrêté du 28 octobre 2005 susvisé est modifié comme suit :

Les mots « La Commission Locale du Centre DAM – Ile-de-France du Commissariat à l'énergie Atomique sur son centre de Bruyères-le-Chatel, présidée par Monsieur Alain Bravo, directeur général de SUPELEC, Ecole Supérieure d'Electricité» sont remplacés par les mots « La Commission Locale du Centre DAM – Ile-de-France du Commissariat à l'énergie Atomique sur son centre de Bruyères-le-Chatel, présidée par Monsieur Hervé Biaisser, directeur de l'Ecole Centrale de Paris et de SUPELEC, Ecole Supérieure d'Electricité».

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne et le Sous-Préfet de l'arrondissement de Palaiseau sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture.



Bernard SCHMELTZ



PREFECTURE ESSONNE

Arrêté n ° 2014188-0004

**signé par
le Secrétaire Général**

le 07 Juillet 2014

**91-01 Préfecture de l'Essonne
DRCL
BEPAFI**

Arrêté n ° 2014- PREF- DRCL/ BEPAFI/
SSAF-443 du 7 juillet 2014 portant déclaration
d'utilité publique du projet de réalisation de
l'ouvrage AMIL3 dit « Barrage du Pivot »
dans le cadre de la lutte contre les inondations
de la rivière Prédecelle sur le territoire de la
commune de Limours- en- Hurepoix

PRÉFECTURE
DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES,
DES ACTIVITÉS FONCIÈRES & INDUSTRIELLES

Section du suivi des affaires foncières

**Arrêté n° 2014-PREF-DRCL/BEPAFI/SSAF-443 du 7 juillet 2014
portant déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de l'ouvrage AM1L3
dit « Barrage du Pivot » dans le cadre de la lutte contre les inondations de la rivière Prédecelle
sur le territoire de la commune de Limours-en-Hurepoix**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- V U le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- V U le code de l'urbanisme,
- V U le code rural et de la pêche maritime,
- V U le code général des collectivités territoriales,
- V U le code de l'environnement,
- V U la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 modifiée, relative à la démocratie de proximité,
- V U la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée, relative aux libertés et responsabilités locales,
- V U le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- V U le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, préfet hors classe, en qualité de préfet de l'Essonne,
- V U le décret du 12 juin 2012 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,
- V U l'arrêté préfectoral n° 2014-PREF-MC-021 du 14 mai 2014 portant délégation de signature à M. Alain ESPINASSE, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet de l'arrondissement chef-lieu,
- V U la délibération n° 10/03/13 du 28 mars 2013 du comité syndical du Syndicat intercommunal de l'hydraulique et de l'assainissement de la région de Limours (S.I.H.A.L.), sollicitant le lancement de la procédure des enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité du terrain nécessaire à la réalisation du projet de réalisation de l'ensemble des ouvrages de lutte contre les inondations de la rivière Prédecelle sur le territoire de la commune de Limours-en-Hurepoix,
- V U les dossiers soumis à enquêtes publiques,

.../...

V U les avis émis par les services consultés,

V U l'avis émis le 11 septembre 2013 par le préfet de la région Ile-de-France au titre de l'autorité environnementale,

V U l'ordonnance n° E13000142/78 du 2 octobre 2013 de Monsieur le président du tribunal administratif de Versailles désignant une commission d'enquête sous la présidence de Monsieur Bernard ALEXANDRE,

V U l'arrêté préfectoral n° 2013-PREF-DRCL/BEPAFI-508 du 15 octobre 2013 portant ouverture d'une enquête publique unique préalable à :

- l'autorisation délivrée au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, pour les aménagements,
- la déclaration d'intérêt général du projet,
- la déclaration d'utilité publique de l'ouvrage AM1L3 « Barrage du Pivot »,
- la cessibilité partielle de la parcelle de terrain cadastrée AK 707 située à Limours-en-Hurepoix,

en vue de la réalisation de l'ensemble des ouvrages de lutte contre les inondations de la Prédecelle sur les communes de Briis-s/s-forges, Forges-les-Bains, Limours-en-Hurepoix, Pecqueuse, Saint-Maurice-Montcouronne et Vaugrigneuse par le Syndicat intercommunal de l'hydraulique et de l'assainissement de la région de Limours (S.I.H.A.L.),

V U l'avis favorable à la déclaration d'utilité publique émis par la commission d'enquête et reçu en préfecture le 7 février 2014,

V U l'avis favorable émis par le sous-préfet de Palaiseau le 30 juin 2014,

V U la délibération n° 13/04/14 du 23 avril 2014, du comité syndical du S.I.H.A.L. se prononçant sur l'intérêt général du projet,

C O N S I D E R A N T le caractère d'utilité publique de ce projet,

S U R proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Est déclaré d'utilité publique, au profit du Syndicat intercommunal de l'hydraulique et de l'assainissement de la région de Limours (S.I.H.A.L.), le projet de réalisation de l'ouvrage AM1L3, dit « Barrage du Pivot », sur le territoire de la commune de Limours-en-Hurepoix, conformément au plan qui demeurera annexé au présent arrêté.

Conformément à l'article L. 11-1-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, un document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le S.I.H.A.L. est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par expropriation, le terrain nécessaire à la réalisation du projet.

ARTICLE 3 :

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations à effectuer pour la réalisation du projet ne sont pas intervenues dans le délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Le S.I.H.A.L. devra respecter les dispositions de l'article L. 23-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique qui prévoit notamment que : « ... le maître d'ouvrage devra remédier aux dommages causés en participant financièrement à l'installation, sur des exploitations nouvelles comparables, des agriculteurs dont l'exploitation aurait disparu ou serait gravement déséquilibrée, ou, s'ils l'acceptent, à la reconversion de leur activité. »

Par ailleurs, il est tenu de se conformer à toutes les réglementations existantes susceptibles de concerner le projet, particulièrement celles relatives au défrichement, à l'eau et à la protection de la faune et de la flore.

ARTICLE 5 :

Les dossiers de l'enquête publique ouverte sur le projet, ainsi que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, sont consultables sur demande, à la Cité administrative ~ préfecture de l'Essonne ~ direction des relations avec les collectivités locales ~ bureau des enquêtes publiques, des activités foncières et industrielles ~ boulevard de France ~ CS 10701 ~ 91010 EVRY Cedex.

ARTICLE 6 :

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans le délai de deux mois courant à compter de sa notification.

Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de l'autorité préfectorale.

Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux, qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réponse de l'administration, étant précisé qu'en application de l'article R. 421-2 du code précité, « *le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente, vaut décision de rejet* ».

ARTICLE 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, le président du Syndicat intercommunal de l'hydraulique et de l'assainissement de la région de Limours, le maire de Limours-en-Hurepoix, le directeur départemental des territoires de l'Essonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne et affiché sur le territoire de la commune concernée.

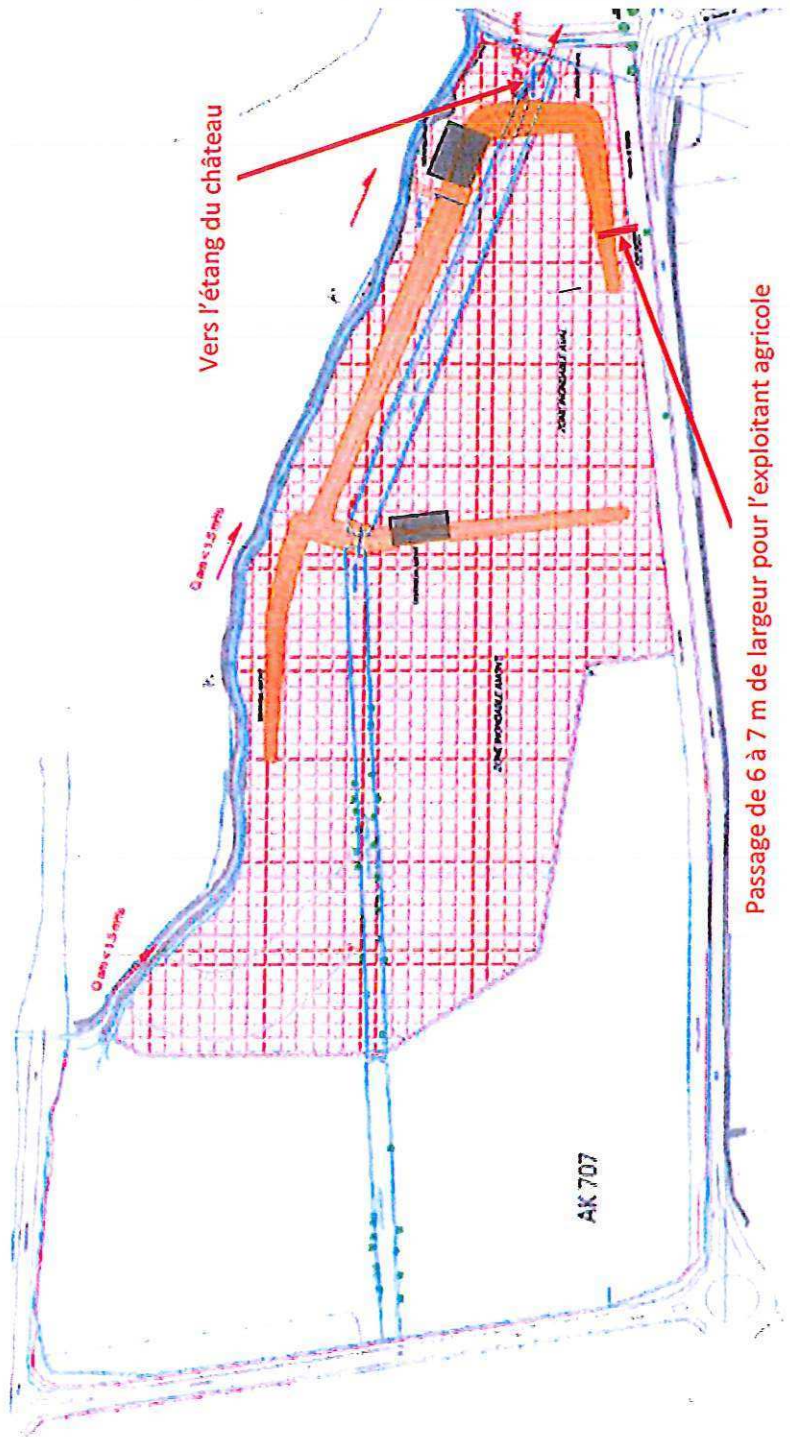
Par ailleurs, le présent arrêté sera consultable sur le site internet des services de l'Etat en Essonne : www.essonne.gouv.fr (rubrique publications légales\enquêtes publiques\aménagement et urbanisme\aménagement).

Pour le préfet,
le secrétaire général,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Alain ESPINASSE

SIHA de la Région de LIMOURS
 Aménagements de lutte contre les inondations sur la rivière de la Prédécelle
 Dossier de Déclaration d'Utilité Publique de la première phase d'aménagements
 (Ouvrage AM1113 – Barrage du Pivot)



Emprise de la zone à exproprier

Vu pour être annexé à l'arrêté
 n° 2014-2REF-DRCL/BEPAFi/SSAF-443 de ce jour
 A Evry, le - 7 JUL. 2014

Pour le Préfet,
 le Secrétaire Général

 Alain ESPINASSE



PREFET DE L'ESSONNE

PRÉFECTURE
DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES,
DES ACTIVITÉS FONCIÈRES & INDUSTRIELLES

Section du suivi des affaires foncières

Boulevard de France
91010 EVRY Cedex

Syndicat intercommunal de l'hydraulique & de l'assainissement de la région de Limours

**Réalisation de l'ouvrage AM1L3 dit Barrage du Pivot
dans le cadre de la lutte contre les inondations de la rivière Prédecelle
à LIMOURS-EN-HUREPOIX**

**EXPOSÉ DES MOTIFS ET CONSIDÉRATIONS
JUSTIFIANT LE CARACTÈRE D'UTILITÉ PUBLIQUE DE L'OPÉRATION**

Le présent document relève des dispositions de l'article L 11-1-1 alinéa 3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

« L'acte déclarant l'utilité publique est accompagné d'un document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération. »

I – Le projet

1 ~ Présentation :

L'aménagement et l'entretien de la rivière Prédecelle et de ses affluents incombent au Syndicat intercommunal de l'hydraulique et de l'assainissement de la région de Limours (S.I.H.A.L.).

A la suite des fortes inondations de juillet 2000 qui ont affecté plusieurs dizaines d'habitations et d'infrastructures, et en complément du programme pluriannuel d'entretien, le S.I.H.A.L. a fait réaliser en 2002 une étude sur la mise en place de moyens de lutte contre les inondations.

A la suite des différentes consultations des services de l'Etat, l'élaboration de l'ensemble du projet s'est poursuivie pour aboutir à sa version finale soumise à enquête publique.

Le projet de réalisation de l'ouvrage hydraulique AM1L3, dit Barrage du Pivot, s'inscrit dans un programme d'aménagements comprenant barrages, bassins de rétention, digue de protection ainsi que dispositifs de gestion des ruissellements et il en constitue la première phase de travaux.

Ce barrage dont la capacité de rétention d'eau représente une part importante de la capacité de l'ensemble des ouvrages projetés, sera situé sur la rive droite de la Prédecelle et permettra de réguler le débit de celle-ci.

2 ~ Localisation :

Le projet se situe sur la commune de LIMOURS-EN-HUREPOIX.

II – La mise en oeuvre du projet

Par délibération n° 10/03/13 du 28 mars 2013, le comité syndical du Syndicat intercommunal de l'hydraulique et de l'assainissement de la région de Limours, a sollicité l'ouverture des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique (DUP) et parcellaire.

Le périmètre concerne une parcelle appartenant à un propriétaire privé. Ce terrain est actuellement occupé par un locataire, exploitant agricole, pratiquant l'élevage de bovins et la récolte de fourrage.

1 ~ Déroulement de l'enquête unique :

Par arrêté du 15 octobre 2013, le préfet de l'Essonne a prescrit l'ouverture d'une enquête unique préalable à :

- l'autorisation délivrée au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, pour les aménagements
- la déclaration d'intérêt général du projet
- la déclaration d'utilité publique de l'ouvrage AM1L3 « Barrage du Pivot »
- la cessibilité partielle de la parcelle de terrain cadastrée AK 707 située à Limours

en vue de la réalisation de l'ensemble des ouvrages de lutte contre les inondations de la Prédecelle sur les communes de BRIIS-S/S-FORGES, FORGES-LES-BAINS, LIMOURS-EN-HUREPOIX, PECQUEUSE, SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE et VAUGRIGNEUSE, par le Syndicat intercommunal de l'hydraulique et de l'assainissement de la région de Limours (S.I.H.A.L.).

Cette enquête s'est déroulée du 23 novembre 2013 au 6 janvier 2014 inclus.

La commission d'enquête a émis un avis favorable à la déclaration d'utilité publique. Elle a également émis un avis favorable sur le projet d'acquisition partielle, y compris par expropriation, de la parcelle concernée par l'enquête parcellaire.

2 ~ Déclaration de projet :

Par délibération n° 13/04/14 du 23 avril 2014, le comité syndical du S.I.H.A.L. a approuvé la déclaration de projet. Celle-ci déclare le projet d'intérêt général et précise que l'aménagement sera effectué en tenant compte de l'avis de l'autorité environnementale ainsi que des recommandations de la commission d'enquête.

III - Les motifs et considérations justifiant le caractère d'intérêt général de l'opération

1 ~ Objectifs :

Bien que la prévention et la réduction des risques d'inondation par ruissellement ou débordement soient la finalité du dispositif, il doit cependant rester compatible avec l'activité agricole présente sur le site, préserver l'écosystème de la zone classée par ailleurs « Espace naturel sensible » et s'intégrer au mieux dans le paysage.

2 ~ Caractéristiques d'utilité publique :

Considérant que l'ouvrage AM1L3 fait partie d'un ensemble d'aménagements dont la réalisation permettra de réduire considérablement les risques d'inondation de la rivière Prédecelle,

Considérant que l'exploitant agricole, actuel locataire de la parcelle concernée, pourra continuer, pendant et après les travaux, son activité d'élevage et de culture de fourrage,

Considérant que les mesures compensatoires nécessaires ont été prises, tant au niveau de la préservation de la faune que de la flore et que le projet comporte une revalorisation écologique avec notamment le remplacement des zones humides susceptibles d'être dégradées,

Considérant que ce projet répond à une forte demande des habitants ayant eu à subir d'importants dégâts lors des inondations précédentes,

Considérant que le coût et les atteintes à la propriété privée ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt que présente cette opération,

Il apparaît que le projet de construction de l'ouvrage AM1L3 dit « Barrage du Pivot » dans le cadre de la lutte contre les inondations de la rivière Prédecelle sur le territoire de la commune de LIMOURS-EN-HUREPOIX, est d'utilité publique.

Vu pour être annexé à mon arrêté
n° 2014-PREF-DRCL/BEPAFI/SSAF- ~~443~~ du 7 juillet 2014

Pour le préfet,
le secrétaire général,


Alain ESPINASSE



PREFECTURE ESSONNE

Arrêté n ° 2014189-0001

**signé par
le Préfet de la Région Ile- de- France, Préfet de Paris**

le 08 Juillet 2014

**91-01 Préfecture de l'Essonne
DRCL
BIEFA**

Arrêté n ° 2014189-0001 signé le 8 juillet 2014 par le Préfet de la région d'Ile- de- France, Préfet de Paris, fixant la composition de la commission de recensement des votes pour l'élection du représentant des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale au conseil d'administration du syndicat des transports d'Ile- de- France



PREFECTURE REGION ILE- DE- FRANCE

Arrêté n °2014189-0001

signé par
Préfet de la région d'Ile- de- France, Préfet de Paris

le 08 Juillet 2014

Préfecture de la région d'Ile- de- France, préfecture de Paris
Direction des services administratifs du SGAR
Bureau des affaires générales

Arrêté du 8 juillet 2014 fixant la composition de la commission de recensement des votes pour l'élection du représentant des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale au conseil d'administration du syndicat des transports d'Ile- de- France



PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ

Fixant la composition de la commission de recensement des votes pour l'élection du représentant des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale au conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
- VU** le code des transports, notamment ses articles R1241-1 à R1241-14 ;
- VU** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 38 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014158-0001 du 7 juin 2014 fixant les modalités de l'élection du représentant des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale au conseil d'administration du syndicat des transports d'Ile-de-France ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014169-0003 du 18 juin 2014 fixant la liste des électeurs du représentant des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale au conseil d'administration du syndicat des transports d'Ile-de-France ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014171-0008 du 20 juin 2014 fixant la liste des candidats au premier tour de l'élection du représentant des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale au conseil d'administration du syndicat des transports d'Ile-de-France ;
- SUR** proposition du préfet, secrétaire général pour les affaires régionales de la Préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris ;

.../...

ARRÊTE :

Article 1er :

La commission de recensement des votes pour l'élection du représentant des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale au conseil d'administration du syndicat des transports d'Ile-de-France, présidée par le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris ou son représentant est composée comme suit :

- le directeur de la modernisation et de l'administration de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris ou son représentant ;
- la directrice des services administratifs du secrétariat général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Ile-de-France,, préfecture de Paris ou son représentant ;
- l'adjointe à la directrice des services administratifs du secrétariat général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris.

Le secrétariat de la commission est assuré par le chef du bureau des affaires générales de la direction des services administratifs du secrétariat général pour les affaires régionales de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris.

Article 2 :

Le Préfet, Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la Préfecture de la région d'Ile-de-France, Préfecture de Paris, les Préfets de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val de Marne, et du Val d'Oise et le Préfet, Secrétaire Général de la préfecture de la région d'Ile-de-France, Préfecture de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes de la Préfecture de région Ile-de-France, Préfecture de Paris et des préfectures des départements de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val de Marne et du Val d'Oise.

Fait à Paris, le **08 JUL. 2014**

Le Préfet de la Région Ile-de-France
Préfet de Paris

Jean DAUBIGNY



PREFECTURE ESSONNE

Arrêté n ° 2014189-0002

**signé par
le Secrétaire Général**

le 08 Juillet 2014

**91-01 Préfecture de l'Essonne
DRCL
BEPAFI**

N ° 2014.PREF.DRCL/ BEPAFI/
SSPILL /446 du 8 juillet 2014 portant
autorisation d'exploitation par la société MRF-
Agence MEL d'une plate- forme de
valorisation et négoce de matériaux du BTP
située au lieu dit « L'Orme aux Chats » à
Vert- Le- Grand.



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

N° 2014.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 446 du 08 JUIL. 2014
portant autorisation d'exploitation par la société MRF-Agence MEL d'une plate-forme de valorisation
et négoce de matériaux du BTP située au lieu dit « L'Orme aux Chats » à Vert-Le-Grand.

LE PREFET DE L'ESSONNE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, notamment les titres I et IV de son livre V ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code rural;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements
et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à
l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, préfet hors classe, en qualité
de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 12 juin 2012 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, en qualité de secrétaire général
de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-PREF-MC-021 du 14 mai 2014 portant délégation de signature à M. Alain
ESPINASSE, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi
qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à
autorisation,

VU l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la
protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2515 : "Broyage, concassage,
criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres
produits minéraux naturels ou artificiels

VU l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2516 : "Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillerisés

VU l'Arrêté du 6 juillet 2011 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées

VU la demande en date du 30 avril 2013 et complétée les 2 octobre et 14 novembre 2013 par laquelle M. Laurent PERRAGUIN, agissant en qualité de Directeur de la société MRF- Agence MEL, dont le siège social est situé : 10, carrefour Charles de Gaulle à BONNEUIL-SUR-MARNE (94380), sollicite l'autorisation d'exploiter une plate-forme de valorisation et négoce de matériaux du BTP située au lieu dit « L'Orme aux Chats » à VERT-LE-GRAND, pour les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

- 2515-1 (A) : Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels (puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation supérieure à 550 kW)
- 2517-1 (A) : Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques (400 000 m³)
- 2171 (D) : Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole (5 000 m³)
- 1.1.1.0 : Réalisation d'un forage d'appoint et de pose de piézomètre si besoin
- 1.1.2.0 : Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage (20 000 m³)
- 1.3.1.0 : Ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone (capacité de pompage : 6,7 m³/h)
- 2.1.5.0-2 Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet (surface imperméabilisée de 1,3 ha)

VU le dossier à l'appui de cette demande, comportant une étude d'impact,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 novembre 2013, déclarant le dossier présenté par la société MEL complet et régulier ;

VU l'avis de l'autorité environnemental en date du 2 décembre 2013 ;

VU l'avis de la direction départementale des Territoires du 10 juillet 2013,

VU la décision n° E 13000183/78 en date du 18 décembre 2013 de monsieur le Président du tribunal administratif de Versailles désignant Monsieur Arnaud DE LA CHAISE, Ingénieur en Chef des Travaux Publics en retraite, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Jean-Louis GUBNET, Ingénieur scientifique en retraite, en qualité de commissaire enquêteur suppléant,

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-PREF-DRCL-BEPAFI/SSPILL/003 du 6 janvier 2014 portant ouverture d'une enquête publique du 17 février au 21 mars 2014 sur les communes de Bondoufle, Courcouronnes, Lisses, Villabé, Mennecey, Echarcon, Fleury-Mérogis, Vert le Petit, Vert le Grand, et Le Plessis Pâté;

VU le registre d'enquête déposé dans la commune de vert-le-grand du 17 février 2014 au 21 mars 2014 inclus,

VU l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans ces communes,

VU les publications de cet avis dans deux journaux locaux, les 30 janvier 2014 et 20 février 2014,

VU les conclusions du commissaire enquêteur parvenues en préfecture le 14 avril 2014,

VU l'absence de délibérations des conseils municipaux de VERT LE GRAND, BONDOUFLE, COURCOURONNES, MENNECY, ECHARCON, VERT LE PETIT et LE PLESSIS PÂTÉ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 juin 2014,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 19 juin 2014,

VU le projet d'arrêté porté le 24 juin 2014 à la connaissance du demandeur,

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier en date du 1^{er} juillet 2014,

VU le mail de l'inspection des installations classées en date du 2 juillet 2014, en réponse à l'exploitant,

CONSIDERANT que la demande d'autorisation présentée 30 avril 2013 et complétée les 2 octobre 2013 et 14 novembre 2013 par la société MEL comporte l'ensemble des renseignements mentionnés aux articles R 512-3 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le Préfet de l'Essonne, à l'issue d'une procédure de Déclaration de Projet a promulgué par arrêté préfectoral n°289 du 23/07/2013, déclarant la relocalisation des activités de MEL et emportant la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de Vert-Le-Grand. Ainsi la parcelle B56 au lieu dit « L'Orme aux Chats » ;

CONSIDERANT que le conseil municipal de la commune de Vert-Le-Grand, dans sa séance du 12 avril 2013 a modifié son Plan d'Occupation des Sols en classant la parcelle B56 en zone NAUI, donc compatible avec les activités envisagées par la société MEL ;

CONSIDERANT que la société MEL a obtenu un permis de construire sur cette parcelle en date du 21/10/2013 ;

CONSIDERANT que les observations formulées lors de l'enquête publique ont donné lieu aux prescriptions en termes de plantations d'arbres sur l'ensemble de la périphérie du site, de mesures de poussières et de bruit ;

CONSIDERANT qu'en ce qui concerne les nuisances et dangers potentiels vis-à-vis de l'environnement, les mesures et moyens mis en place dans l'établissement sont de nature à prévenir les risques et conséquences, tant en fonctionnement normal qu'en situation accidentelle, présentés et engendrés par les installations,

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures spécifiées dans l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'exploitation telles que définies par le présent arrêté seront de nature à limiter les dangers ou inconvénients que peut représenter ladite installation pour les intérêts mentionnés aux articles L511-1 et L 211-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé la sécurité et la salubrité publique, ainsi que pour la protection de l'environnement,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne ;

ARRETE

ARTICLE 1ER

La société Matériaux Routiers Franciliens Agence Matériaux de l'Essonne et du LOING (MRF-Agence MEL), dont le siège social est situé : 10, carrefour Charles de Gaulle à BONNEUIL-SUR-MARNE (94380) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Vert-Le-Grand au lieu dit « Orme aux Chats » les installations détaillées dans les articles suivants :

Rubrique	Activité	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage
2515-1-a	1. Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2 La puissance installée des installations étant : a) supérieure à 550 kW	Ensemble des installations (concassage, criblage, centrale de malaxage) d'une puissance installée : P installée = 1000 kW	A	2 km
2517.1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, autres que ceux visées par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant : 1. supérieure à 75 000 m ³	Capacité de stockage : 400 000 m ³ Superficie de l'aire de transit sur le site : 55 000 m ²	A	3 km
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	Dépôt : 5 000 m ³	D	-
2516	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents, la capacité de stockage étant :	Stockage de liants et de plâtres Capacité de transit du site : 450 m ³	NC	-
1432-2	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables. 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	Cuve d'appoint de stockage de GNR de 400 L, soit une capacité équivalente de 0,08 m ³	NC	-
1435	Station service : installation, ouverte ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans des réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Les volumes annuels de carburant	Distribution par an : 5 m ³	NC	-

Régime : A: autorisation (3km de rayon d'affichage), D: déclaration, NC : non classé.

Le site est concerné par les rubriques suivantes de la nomenclature de la loi sur l'eau :

N° de rubrique	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Classement ICPE
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Réalisation d'un forage d'appoint et de pose de piézomètre si besoin	D
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé	Forage de 20 000 m ³ /an	D
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h (A) 2° Dans les autres cas (D)	Capacité de pompage : 6,7 m ³ /h	D
<u>2.1.5.0-2</u>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface imperméabilisée de 1,3 ha	D

Régime : D (déclaration),

ARTICLE 2

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

ARTICLE 3

En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L.514-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 4 - délais et voies de recours (art. L.514-6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5 - Exécution - Ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne,

Les inspecteurs de l'environnement,

La société MRF Agence MEL

Le maire de VERT-LE-GRAND,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Alain ESPINASSE

ANNEXE

A L'ARRETE PREFECTORAL

n° 2014.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL/446
du 8 JUILLET 2014

Liste des articles

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	2
<u>CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION</u>	2
<u>CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS</u>	2
<u>CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION</u>	2
<u>CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION</u>	2
<u>CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ</u>	2
<u>CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS</u>	3
TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	4
<u>CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS</u>	5
<u>CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES</u>	6
<u>CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE</u>	6
<u>CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS</u>	6
<u>CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS</u>	6
<u>CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION</u>	7
<u>CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION</u>	7
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	8
<u>CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS</u>	8
<u>CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET</u>	8
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	10
<u>CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU</u>	10
<u>CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES</u>	10
<u>CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU</u>	11
TITRE 5 - DÉCHETS.....	13
<u>CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION</u>	13
TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	15
<u>CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	15
<u>CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES</u>	15
<u>CHAPITRE 6.3 CONTRÔLE</u>	15
<u>CHAPITRE 6.4 VIBRATIONS</u>	16
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	17
<u>CHAPITRE 7.1 CARACTÉRISATION DES RISQUES</u>	17
<u>CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS</u>	17
<u>CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS</u>	17
<u>CHAPITRE 7.4 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES</u>	18
<u>CHAPITRE 7.5 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS</u>	20
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....	21
<u>CHAPITRE 8.1 FORAGE</u>	21

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1

ARTICLE 1.1.1. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Vert le Grand, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface cadastrale	Surface de la demande
Vert-le-Grand	B	56	L'orme aux chats	13 ha 82 a 67 ca	13 ha 65 a 98 ca

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.5.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.5.2. EQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.3. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.5.4. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

ARTICLE 1.5.5. CESSATION D'ACTIVITÉ

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La mise à l'arrêt définitif est réalisée dans les formes et en application des dispositions des articles R512-39-1 à 6 du code de l'environnement.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qui respectera les dispositions mentionnées à l'article R512-39-2 II et III.

CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

CHAPITRE 1.7 CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières exclut les activités de la société MEL soumises à autorisation (rubriques 2515 et 2517-1) à la constitution des dites garanties financières.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 2.1.3. DECHETS ADMISSIBLES DANS L'INSTALLATION

Les déchets admissibles dans l'installation sont ceux visés par le tableau ci-dessous :

CODE DÉCHET	DÉSCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, froids.
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, froids.
17 01 03	Tuyaux et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, froids.
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, froids.
17 02 02	Versé	Sans cadre ou mélange de terres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, froids.
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés.
17 05 06	Ballast de voie ne contenant pas de substance dangereuse	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, froids et à l'exclusion de ceux ne respectant pas les critères figurés à l'annexe II.
17 09 04	Déchets de construction et de démolition en mélange	Démolition ne provenant pas de sites contaminés
17 06 06	Blocs de dragage ne contenant pas de substances dangereuses	/
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

Pour tout déchet non dangereux inerte non visé dans le tableau ci-avant et avant son arrivée sur le site, le producteur du déchet effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'acceptation du déchet sur le site. Cette acceptation comprend au minimum une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation.

Sont interdits :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30%,
- les déchets dont la température est supérieure à 60 °C,
- les déchets non pelletables,
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.
- les déchets ménagers,

- les déchets industriels spéciaux, déchets toxiques en quantité dispersée,
- les produits dangereux ou les déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes : explosif, inflammable, toxique, radioactif, contenant de l'amiante,
- bouteille de gaz,
- appareils contenant des liquides frigorigènes, des PCB, et toute substance dangereuse ou polluante
- tous les produits souillés tels que les fûts, bidons, résidus souillés.

ARTICLE 2.1.4. STOCKAGES

Les stockages sont gérés et entretenus de manière à assurer leur stabilité physique à l'intérieur du site. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.

Les stockages des différents matériaux et déchets se font sur des aires dédiées, séparées et identifiées.

ARTICLE 2.1.5. REGISTRE ENTREE/SORTIE

L'installation doit être équipée d'un moyen de pesée agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologie. Les camions sont pesés à leur arrivée. Chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage. A défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de déchets qu'il apporte.

Les camions sont pesés à leur arrivée. Ils ne sont acceptés sur le site qu'après un contrôle visuel de la qualité des matériaux et de la présence du bon d'identification du chargement. Ce contrôle est effectué par un opérateur formé et qualifié.

L'exploitant consigne dans un registre les résultats des contrôles précités. Dans ce registre, la date et l'heure d'arrivée de chaque lot, son poids, sa nature et son origine sont également consignés.

Les lots refusés sont consignés dans un registre et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant est en capacité de déterminer à tout moment les quantités de matériaux et déchets stockés sur site. Il tient à jour un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 2.1.6. CONTRÔLE DE LA RADIOACTIVITÉ

2.1.6.1 Détection de matières radioactives

Le site est équipé d'un détecteur de matières radioactives permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement entrant.

Le seuil de détection est fixé au maximum à deux fois le bruit de fond local, seuil d'alerte défini par la circulaire DGS/SD7D/DHOS/E4 n° 2001-323 du 9 juillet 2001. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée et après accord de l'inspection des installations classées. Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.

Tout déchet détecté radioactif lors du contrôle d'admission doit être isolé sur le site en attente de traitement suivant la procédure énoncée ci-dessous.

Une procédure relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement de l'appareil de détection de la radioactivité est établie par l'exploitant et transmise à l'inspection des installations classées. Cette procédure mentionne notamment :

- les mesures d'organisation, les moyens et méthodes nécessaires à mettre en œuvre en cas de déclenchement en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement,
- la désignation d'un agent compétent dans le domaine de la radioactivité,
- les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs,
- les procédures d'intervention des sociétés spécialisées,
- les dispositions prévues pour le stockage provisoire et l'évacuation des déchets en cause.

Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.

2.1.6.2 Information et formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, sont informés sur les risques radiologiques et la conduite à tenir en cas de mise en œuvre de la procédure prévue à l'article ci-dessus. A cet effet, ladite procédure est visée par l'ensemble du personnel.

Des dispositions doivent être prises pour qu'un agent compétent dans le domaine de la radioactivité ayant reçu une formation adaptée aux risques radiologiques puisse intervenir à tout moment sur le site en cours d'exploitation. Cette formation porte notamment sur :

- la nature des déchets,
- les moyens de caractérisation,
- les manipulations à éviter,
- tous les risques présentés par le fonctionnement de l'installation,
- les risques radiologiques.

2.1.6.3 Stockage et transport des déchets radioactifs détectés et isolés

Le chargement détecté est isolé de façon temporaire et exceptionnelle dans un lieu spécifique aménagé à cet effet, permettant l'établissement d'une zone de balisage et d'identification des risques. Celui-ci doit être éloigné des postes de travail, à accès limité et doit par ailleurs protéger et abriter les déchets des intempéries. Un périmètre de sécurité doit être établi pour respecter les limites réglementaires de la dose efficace admissibles pour le public fixées à 1 $\mu\text{Sv/h}$.

Dans le cas où le producteur originel du déchet non conforme est identifié, celui-ci doit assurer l'entière responsabilité de leur élimination. Il doit prendre en charge immédiatement le suivi, le transport et leur élimination, en respectant les réglementations en vigueur, et notamment celles relatives au transport de matières radioactives.

Dans le cas où le producteur originel ne serait pas identifié, un stockage temporaire peut être admis pour les déchets contaminés par des radionucléides à durée de vie courte et en source non scellée.

Dans les autres cas la procédure d'enlèvement par l'ANDRA doit être engagée.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer un véritable écran naturel autour de son site et notamment :

- la présence d'un rideau d'arbre sur la façade nord du site,
- la présence de plantations en façade ouest du site.
- la présence de plantations en façade est du site (direction de la commune de Lisse).

Les essences des plantations doivent être choisies prioritairement parmi des essences locales pour minimiser les interférences avec le milieu.

La hauteur du stock de tout venant (stockage qui est le plus visible) ne doit pas dépasser la cote altimétrique de 100 m NGF.

La hauteur du silo (ou des silos) ne doit pas dépasser la cote altimétrique de 105 m NGF.

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
4.3.10	Contrôle qualité des rejets aqueux	Tous les 5 ans
3.2.2	Contrôle qualité des rejets atmosphériques	-Avant le lancement des activités (pour déterminer l'état zéro) - 6 mois après le fonctionnement effectif des installations - Tous les 3 ans
6.3	Contrôle acoustique	-Avant le lancement des activités (pour déterminer l'état zéro) - 6 mois après le fonctionnement effectif des installations Tous les 5 ans
8.1.6	Contrôle du forage	Tous les 10 ans

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
1.5.5	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
2.5	Rapport d'incident	Dans les 15 jours suivant l'incident
3.2.2	Résultats de la campagne de contrôle de la qualité des rejets atmosphériques	Dans le mois suivant la réception
8.1.6	Rapport de contrôle du forage	Dans les 3 mois suivant le contrôle

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les voies de circulation et stocks de matériaux doivent être arrosés aussi souvent que nécessaire : un système automatique d'arrosage des voies est mis en place le cas échéant,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage, d'aspiration ou d'arrosage permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées de poussières et prend le cas échéant des mesures permettant d'y remédier.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

L'exploitant met en place des mesures permettant la réduction des émissions de poussières. Ces mesures sont connues du personnel, formalisées par consignes et tenues à la disposition de l'inspection.

ARTICLE 3.2.2. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.

La concentration en poussières totales dans l'air ambiant à plus de 5 m des sources potentielles d'émission (installations de manipulation, chargement et déchargement de produits/matériaux...) ne doit pas dépasser la valeur limite de 50 mg/Nm³.

Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes qui consiste à recueillir les poussières, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008, au moins tous les 3 ans et en période estivale. Les mesures sont réalisées au minimum soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

La première campagne de mesure doit être réalisée avant la mise en activité du site, afin de déterminer l'état initial de l'atmosphère. Une campagne de mesure aura lieu dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les mesures sont réalisées par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception par l'exploitant accompagnées d'éventuels commentaires.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal (m3)	
		Journalier	pointe
Eau souterraine(nappe de calcaire de Brie)	20000	60	150
Réseau public	900	4	/

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

Les eaux pluviales propres (EP) ainsi qu'une partie des eaux de ruissellement (ER) du site sont infiltrées. Le reste des eaux de ruissellement sont dirigées vers des bassins de décantation avant rejet dans le milieu naturel. Les eaux de lavage de la centrale de malaxage aux liants hydrauliques (EI) sont recueillies dans un bac de décantation propre à la centrale puis dirigées vers un ou plusieurs bassins de décantation avant rejet dans le milieu naturel. Le site dispose de deux bassins de rétention entre lesquels il y a un déboureur/ séparateur d'hydrocarbures et une vanne de sectionnement.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les eaux issues de la plate-forme imperméabilisée seront collectées au niveau du bassin n°1 de récupération des eaux muni d'une vanne. Ces eaux seront traitées par un déboureur-séparateur à hydrocarbures avant de rejoindre le bassin n°2 de récupération des eaux claires. L'eau collectée dans le bassin n°2 sera soit dirigée par pompage vers la centrale de malaxage, soit utilisée dans l'arrosage des pistes.

Les eaux souillées provenant de l'aire étanche de ravitaillement des engins et de la station de lavage de roues seront dirigées vers un bassin primaire de débouillage avant rejet vers le bassin n°1 puis le bassin n°2.

Les eaux vannes seront constituées des eaux sanitaires issues des locaux du personnel et seront dirigées vers un système de traitement autonome (fosse septique ou micro station).

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Effluents issus du dernier bassin de décantation avant rejet au milieu naturel
Exutoire du rejet	Milieu naturel : fossé périphérique
Traitement avant rejet	Bassin de décantation

ARTICLE 4.3.6. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < [30°C] °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

ARTICLE 4.3.7. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 4.3.8. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES REJETS AQUEUX

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1

Paramètre	Concentrations maximale instantanée mg/l
MES	100
DCO	300
DBO5	100
Hydrocarbures	5

Un contrôle sur les rejets est réalisé tous les 5 ans au minimum. Les résultats d'analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un curage du ou des bassin(s) de décantation présent(s) avant rejet est réalisé tous les ans. Le(s) bassin(s) doi(ven)t être entretenu(s) tous les ans (débroussaillage....).

La première campagne d'analyses est réalisée dans un délai de 6 mois après date de mise en service effectif des installations.

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
- la préparation en vue de la réutilisation ;
- le recyclage ;
- toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 et L 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

Les déchets issus du curage du ou des bassins de décantation du site sont valorisés en interne.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7. EMBALLAGES INDUSTRIELS

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

ARTICLE 5.1.8. DÉCHET DANGEREUX

Les déchets dangereux sont constitués notamment par les boues provenant du nettoyage /curage du séparateur à hydrocarbures, des chiffons ou d'emballages souillés (huiles, hydrocarbures, ...).

ARTICLE 5.1.9. REGISTRE RELATIF A L'ELIMINATION DES DECHETS

En application de l'arrêté ministériel du 07 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ses déchets dangereux. Ce registre est conservé pendant au moins 5 ans. Il contient les informations suivantes :

- la désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 susvisé ;
- la date d'enlèvement ;
- le tonnage des déchets ;
- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;
- la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;
- le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ; Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 susvisé ;
- la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ; le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 susvisé.

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Article 6.2.2.1. Installations nouvelles

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE 6.3 CONTRÔLE

Sauf demande particulière de l'inspection des installations classées et afin de justifier de sa conformité avec les valeurs limites définies ci-dessus, l'exploitant fait réaliser tous les cinq ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée, par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées selon la méthode dite d'expertise définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis à M. le préfet de l'Essonne dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

La première campagne de mesures doit être réalisée dans les 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

CHAPITRE 6.4 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.1.1. ZONAGE INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.2.1. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie : l'exploitant dispose d'un délai d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté pour satisfaire à cette prescription.

Article 7.2.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. L'exploitant dispose d'un délai de six mois compter de la date de notification du présent arrêté pour satisfaire à cette prescription.

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage direct ou indirect est assuré en permanence.

ARTICLE 7.2.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée conformément aux réglementations en vigueur par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

ARTICLE 7.2.3. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS

ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.3.2. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.3.3. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

ARTICLE 7.3.4. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.3.4.1. « permis d'intervention » ou « permis de feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

CHAPITRE 7.4 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.4.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.4.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 7.4.3. RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.4.4. RÉSERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

ARTICLE 7.4.5. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.4.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.4.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, *rappel, éventuel, des mesures préconisées par l'étude de dangers pour les produits toxiques...*).

En particulier, les transferts de produit dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

ARTICLE 7.4.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

ARTICLE 7.4.9. ENTRETIEN ET RAVITAILLEMENT DES ENGIN

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et relié à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

CHAPITRE 7.5 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.5.1. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET MAINTENANCE

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance :

1. d'un « permis d'intervention » pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur
 2. d'un « permis de feu » pour une intervention avec source de chaleur ou flamme et en respectant une consigne particulière.
- Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

L'exploitant tient à jour un registre chronologique des « permis d'intervention » et des « permis de feu ». Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'exploitant dispose a minima de :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 40 000 litres et avec réalimentation,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;

ARTICLE 7.5.4. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 7.5.5. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.5.6. PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS

Article 7.5.6.1. Bassin de confinement

L'établissement peut être isolé du milieu naturel.

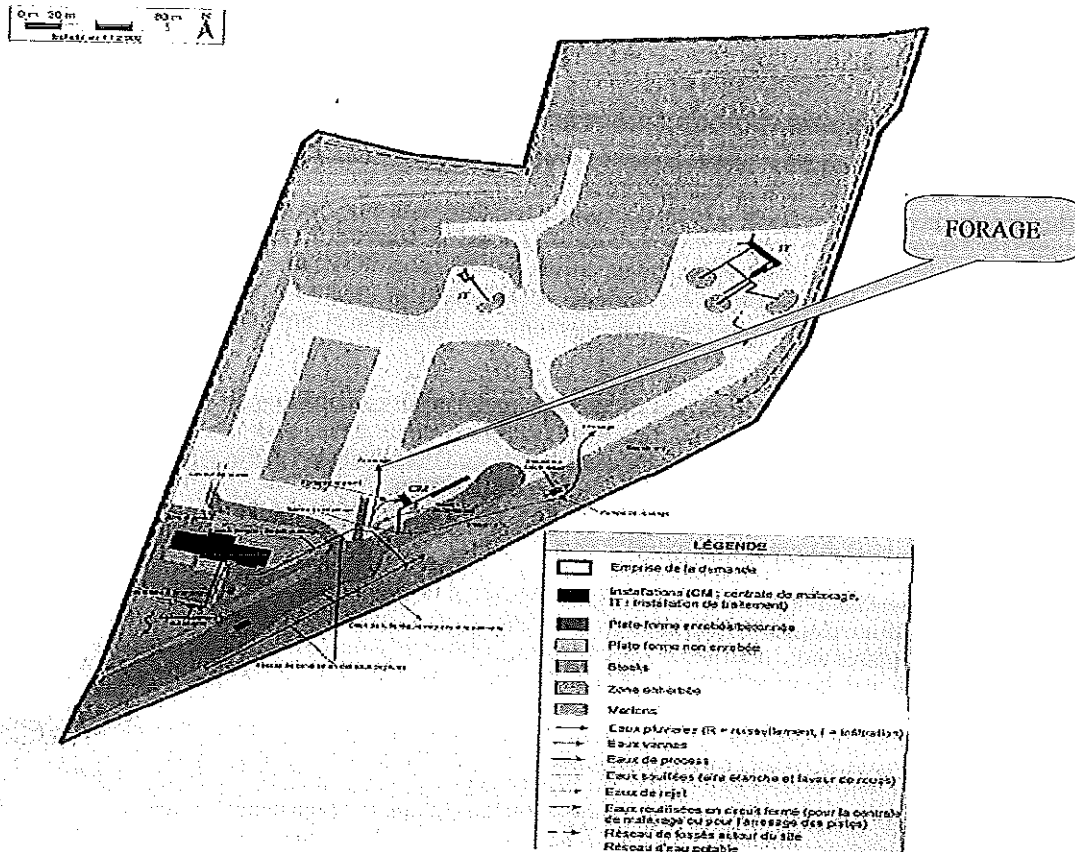
Les organes de commande nécessaires au confinement du site doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 FORAGE

ARTICLE 8.1.1. LOCALISATION DU FORAGE

Le forage est implanté dans l'enceinte du site (cf. plans ci-dessous)



8.1.1.2 Critères d'implantation et protection de l'ouvrage

Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, l'ouvrage n'est pas implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuves de stockage...).

Des mesures particulières sont prises en phase chantier pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou d'hydrocarbures vers le milieu naturel.

Après le chantier, une surface de 5 m x 5 m est neutralisée de toutes activités ou stockages, et exempte de toute source de pollution.

8.1.1.3 Réalisation et équipement de l'ouvrage

La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fait sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fait par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, voire plus, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation est réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le pré-tubage ne gêne cette action et devra être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.

Les tubages sont en PVC ou tous autres matériaux équivalents, le cas échéant de type alimentaire, d'au moins 125 mm de diamètre extérieur et de 5 mm d'épaisseur au minimum. Ils sont crépinés en usine.

La protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprend une dalle de propreté en béton de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élève d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel. L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

La pompe n'est pas fixée sur le tubage mais sur un chevalement spécifique. Les tranchées de raccordement ne jouent pas le rôle de drain. La pompe utilisée est munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.

En cas de raccordement à une installation alimentée par un réseau public, un disconnecteur est installé.

Le forage alimente la plate-forme de valorisation et négoce de matériaux du BTP pour un volume annuel de 20 000 m³

Les installations sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement de chaque exploitation ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile sont indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.

Le forage est équipé d'un tube de mesure crépiné permettant l'utilisation d'une sonde de mesure des niveaux.

8.1.1.4 Conditions d'exploitation de l'ouvrage

Les prélèvements doivent être compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

Les prélèvements peuvent être réduits à toute époque sans indemnités de l'État, dans l'exercice de ses pouvoirs de police dans l'intérêt de la salubrité publique (et notamment lorsque ceci est nécessaire à l'alimentation en eau potable des populations), pour prévenir ou faire cesser les inondations ou en cas de menace pour la sécurité publique, en cas de menace majeure pour le milieu aquatique et notamment lorsque les milieux aquatiques sont soumis à des conditions hydrauliques critiques non compatibles avec leur préservation, lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnées ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier.

L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures nécessaires pour limiter sa consommation d'eau lors de périodes de sécheresse. L'exploitant veille à la surveillance des seuils de suivi (vigilance, alerte, crise, crise renforcée) afin d'anticiper les mesures de réduction de sa consommation. Les seuils d'alerte et de crise sont définis dans l'arrêté préfectoral cadre en vigueur en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de l'Essonne.

8.1.1.5 Caractéristiques des ouvrages

Le soutènement, la stabilité et la sécurité des forages, l'isolation des différentes ressources d'eau, doivent être obligatoirement assurés au moyen de cuvelages, tubages, crépines, drains et autres équipements appropriés. Les caractéristiques des matériaux tubulaires (épaisseur, résistance à la pression, à la corrosion) doivent être appropriées à l'ouvrage, aux milieux traversés et à la qualité des eaux souterraines afin de garantir de façon durable la qualité de l'ouvrage.

La tête du forage est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur (compté à partir du niveau du terrain naturel).

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage. Il doit permettre un parfait isolement du forage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès au forage est interdit par un dispositif de sécurité.

8.1.1.6 Accès

Le déclarant est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle.

8.1.1.7 Modification

Toute modification notable apportée par l'exploitant à l'ouvrage de prélèvement lui-même (débit, volume...) doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

8.1.1.8 Suivi et contrôle

L'installation de prélèvement doit permettre le prélèvement d'échantillons d'eau brute. Elle est équipée de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés du volume prélevé. Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

L'exploitant consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage de prélèvement ci-après :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement
- le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par l'exploitant.

Le forage doit faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). L'exploitant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.

8.1.1.9 Déclaration d'incident

L'exploitant est tenu de signaler au préfet dans les meilleurs délais tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, la mise en évidence d'une pollution des eaux souterraines et des sols ainsi que les premières mesures prises pour y remédier.

8.1.1.10 Cessation

Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

En cas de cessation définitive des prélèvements, l'exploitant en fait la déclaration auprès du préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation définitive des prélèvements.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

Les travaux prévus pour la remise en état des lieux sont portés à la connaissance du préfet un mois avant leur démarrage. Le forage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le déclarant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués.

▪ Abandon provisoire :

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

▪ Abandon définitif :

Dans ce cas, le forage est comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à - 5 m et le reste est cimenté (de - 5 m jusqu'au sol). La protection de tête pourra être enlevée.



PREFECTURE ESSONNE

Arrêté n ° 2014191-0001

**signé par
le Secrétaire Général**

le 10 Juillet 2014

**91-01 Préfecture de l'Essonne
DRCL
BEPAFI**

Arrêté préfectoral n ° 2014.PREF/ DRCL/
BEPAFI/ SSPILL /455 du 10 juillet 2014
portant imposition de prescriptions
complémentaires à la Société LFB
Biomédicaments pour l'exploitation d'une
activité de production pilote dans les locaux du
bâtiment B12 situé 3 avenue des tropiques aux
ULIS.



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n° 2014.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/455 du 10 juillet 2014
portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société LFB Biomédicaments pour
l'exploitation d'une activité de production pilote dans les locaux du bâtiment B12 situé 3 avenue des
tropiques aux ULIS.

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment l'article R.512-31,

VU le code de la santé publique,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 12 juin 2012 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, en qualité de Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-PREF-MC-021 du 14 mai 2014 portant délégation de signature à M. Alain ESPINASSE, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté n° 2009-1531 du 20 novembre 2009 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures,

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-PREF-DCI3/BE0101 du 9 juin 2006 approuvant le Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux (SAGE) sur le bassin versant Orge-Yvette,

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 juin 1998 relatif aux règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2680-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le certificat délivré le 21 janvier 1972 au Centre National de Transfusion Sanguine pour l'exploitation à ORSAY, ZI de Bures sur Yvette, d'activités de 3^{ème} et 2^{ème} classe au titre de la loi du 19 décembre 1917

modifiée sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

VU le récépissé de déclaration délivré le 6 octobre 1978 au Centre National de Transfusion Sanguine pour l'exploitation à ORSAY, ZI de Courtaboeuf, avenue des tropiques, des activités suivantes :

- installations de distribution de liquides inflammables – n°261 bis (D) avec bénéfice de l'antériorité
- atelier d'entretien et réparations mécaniques de véhicules automobiles – n°206 B 1° (D) avec bénéfice de l'antériorité.

VU l'arrêté préfectoral n° 83-3076 du 30 mai 1983 autorisant le CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE dont le siège social est situé 6 rue Alexandre Cabanet à PARIS, à exploiter avenue des tropiques aux ULIS, une installation de réfrigération ou compression dont la puissance absorbée est supérieure à 500kW (n°361 B 1°),

VU l'arrêté préfectoral n°84-0905 du 13 mars 1984 portant modification de l'arrêté n° 83-3076 du 30 mai 1983 autorisant l'exploitation d'une installation classée,

VU le récépissé de déclaration délivré le 24 juillet 1987 au Centre National de Transfusion Sanguine pour l'exploitation à ORSAY, ZI de Courtaboeuf, avenue des tropiques, des activités suivantes :

- installations de combustion n°153 bis 2° (D)
- entrepôts couverts n°183 ter 2° (D)
- installations de réfrigération ou compression (160kW) n°361 B 2° (D)

VU le donne acte délivré le 10 janvier 1997 au Laboratoire Français du Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) portant changement de raison sociale et actualisation du classement des activités,

VU le récépissé de déclaration délivré par le préfet de l'Essonne le 17 février 1999 au Laboratoire Français du Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) portant actualisation du classement des activités,

VU l'arrêté préfectoral n°2000.PREF.DCL/0581 du 27 novembre 2000 portant imposition de prescriptions techniques complémentaires visant à prévenir le risque de légionellose lié à la présence de tours aéroréfrigérantes,

VU la lettre adressée le 15 mars 2006 au Laboratoire Français du Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) concernant le positionnement des tours aéroréfrigérantes présentes sur le site au regard de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°2007-43 délivré le 10 avril 2007 à la société LFB Biomédicaments,

VU le récépissé de déclaration n°2008-0013 délivré le 25 janvier 2008 à la société LFB Biomédicaments portant actualisation du classement des activités,

VU l'arrêté préfectoral n°2010.PREF.DRIEE.0057 du 31 décembre 2010 portant imposition de prescriptions complémentaires relative aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique à la société LFB Biomédicaments située aux ULIS, 3 avenue des tropiques,

VU le récépissé de déclaration de cessation d'activité n° PREF.DRIEE.2011-0107 délivré le 13 juillet 2011 à la société LFB Biomédicaments, concernant la cessation de l'activité relevant de la rubrique n°2921-I-a de la nomenclature des installations classées,

VU le récépissé de déclaration de cessation d'activité n° PREF.DRIEE.2013-0058 délivré le 20 novembre 2013 à la société LFB Biomédicaments, concernant la cessation de l'activité relevant de la rubrique n°1715 de la nomenclature des installations classées,

VU le récépissé de déclaration n° 2013-0035 délivré le 21 novembre 2013 à la société LFB Biomédicaments, concernant les activités soumises à la rubrique n°1511-3 (DC) de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral n°2014.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/142 du 5 mars 2014 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société LFB Biomédicaments pour l'exploitation d'une activité de production pilote dans les locaux du bâtiment B12 situé 3 avenue des tropiques aux ULIS (91940),

VU le courrier du 12 mars 2014 par lequel la société LFB Biomédicaments sollicite l'autorisation temporaire d'exploiter une nouvelle activité de production pilote d'OGM dans les locaux du bâtiment B12 situé 3 avenue des tropiques aux ULIS,

VU le courrier du 15 avril 2014 par lequel la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile de France saisit le Haut Conseil des Biotechnologies (HCB) afin de statuer sur la demande d'agrément de la société LFB Biomédicaments,

VU le courrier du 30 avril 2014 par lequel le HCB valide le classement pour la production en milieu confiné de cellules hématopoïétiques humaines génétiquement modifiées par l'expression de méganucléases en classe de confinement C2L2 (classe 2/ Confinement L2),

VU la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R.512-33 du code de l'environnement, notamment le paragraphe III)i. : modification temporaire (essai et pilote dans un site existant,

VU le rapport de présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) de l'inspection des installations classées en date du 20 mai 2014,

VU l'avis favorable émis par le CODERST dans sa séance du 19 juin 2014,

VU le projet d'arrêté préfectoral portant imposition des prescriptions complémentaires notifié à la société LFB Biomédicaments le 26 juin 2014,

VU le courriel de la société LFB Biomédicaments en date du 7 juillet 2014 faisant part de l'absence de ses observations sur ce projet,

CONSIDERANT la nécessité d'encadrer la mise en place de l'activité de production pilote d'OGM,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

CHAPITRE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société LFB Biomédicaments, dont le siège social est situé Z.A de Courtaboeuf – 3 avenue des tropiques – 91940 LES ULIS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à la même adresse des installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 2. NATURE DES INSTALLATIONS

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Nature de l'installation	Capacité	Régime
1185-2-a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.</p>	<p>La quantité cumulée de fluide susceptibles d'être présente dans l'installation étant de :</p> <p><u>Équipements existants :</u></p> <p>2067 kg de R404A 1170 kg de R134A 51,91 kg de R410A 43,70 kg de R407C 35,68 kg de R22</p> <p>soit 3368kg de fluide, avec le bénéfice de l'antériorité.</p> <p><u>Nouveaux équipements :</u></p> <p>2 pompes à chaleurs de 468,5kW unitaire pour une puissance frigorifique absorbée de 937 kW, la quantité de fluide par équipement étant de 107 kg de R410A, soit 214kg de R410A.</p>	3582 kg	DC
1432.2.b	<p>Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)</p> <p>2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :</p> <p>b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10m³ mais inférieure ou égale à 100m³.</p>	<p>– 2 cuves de 32m³ d'éthanol à 96 % vol. – 1 cuve de 140m³ d'éthanol usagé. – 1 cuve de fioul de 30 m³. – 1 cuve de fioul de 3 m³.</p>	42,12 m ³	DC avec BA
1433.A.b	<p>Liquides inflammables (installations de mélange ou emploi de)</p> <p>A. Installations de simple mélange à froid :</p> <p>Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est :</p> <p>b) supérieure à 5t, mais inférieure à 50t.</p>	<p>utilisation d'éthanol dans des réacteurs à une concentration max. de 35 % vol.</p>	49,6 t	DC avec BA

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Nature de l'installation	Capacité	Régime
1434.1.b	<p>Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations services visées à la rubrique 1435)</p> <p>1. installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant :</p> <p>b) supérieur ou égal à 1 m³/h, mais inférieur à 20 m³/h.</p>	1 pompe d'emportage pour l'éthanol usagé.	15 m ³ /h	D avec BA
1511.3	<p>Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs, de la présente nomenclature.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent étant :</p> <p>3. supérieur ou égal à 5000 m³, mais inférieur à 50000 m³.</p>	cellules frigorifiques au sein du bâtiment B11.	10935 m ³	D avec BA
2910.A.2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou le traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>2. Supérieure à 2MW, mais inférieure à 20 MW.</p>	<p>– 3 chaudières dans le bâtiment B13 de 1,16MW chacune, l'une étant de secours (soit 2,32 MW pris en compte)</p> <p>– 2 chaudières de 4 MW chacune dans le bâtiment B4 (soit 8MW au total)</p>	10,32 MW	D avec BA
2921	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) :</p> <p>b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW</p>	2 tours (CW5 et CW6) de type « circuit primaire fermé ».	1162 kW	DC avec BA
1185-2-b	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg.</p>	Équipements d'extinction de la salle informatique (bâtiment B3, 3 ^{ème} étage).	93kg de HFC 227 ea.	NC
2925	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d')</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50kW.</p>	-	45,38 kW	NC

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec Contrôle) ou NC (Non Classé).

BA : installations bénéficiant du régime des droits acquis. Bénéfice de l'antériorité.

ARTICLE 3. NATURE DES INSTALLATIONS – AUTORISATION TEMPORAIRE

La société LFB Biomédicaments, dont le siège social est situé Z.A de Courtaboeuf – 3 avenue des tropiques – 91940 LES ULIS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, et pour une durée maximale de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, à exploiter l'activité suivante :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Nature de l'installation	Capacité	Régime
2680-2	Organismes génétiquement modifiés (installations où sont utilisés de manière confinée dans un processus de production industrielle des), à l'exclusion de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés qui ont reçu une autorisation de mise sur le marché conformément au titre III du livre V du code de l'environnement et utilisés dans les conditions prévues par cette autorisation de mise sur le marché. 2. Utilisation d'organismes génétiquement modifiés de classe de confinement 2, 3, 4. Autorisation temporaire jusqu'au 5 mars 2015.	Activité pilote industrielle de production en milieu confiné de cellules souches pluripotentes induites « iPS » et de leur progénies. Le classement pour la production est : Classe de confinement 2 pour toutes les étapes mettant en œuvre des cellules primaires humaines.	-	A
2680-2	Organismes génétiquement modifiés (installations où sont utilisés de manière confinée dans un processus de production industrielle des), à l'exclusion de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés qui ont reçu une autorisation de mise sur le marché conformément au titre III du livre V du code de l'environnement et utilisés dans les conditions prévues par cette autorisation de mise sur le marché. 2. Utilisation d'organismes génétiquement modifiés de classe de confinement 2, 3, 4. Autorisation temporaire jusqu'au 10 juillet 2015	Activité pilote industrielle de production en milieu confiné de cellules hématopoïétiques humaines génétiquement modifiées par l'expression de méganucléases. Le classement pour la production est : Classe de confinement 2 pour toutes les étapes mettant en œuvre des cellules primaires humaines.	-	A

CHAPITRE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 4. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS

Article 5.1. Synthèse des conditions d'utilisation confinée d'OGM

En lieu et place des dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 2 juin 1998, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Mesures de confinement	Prescription applicable
1° Signalisation du lieu de travail (pictogramme danger biologique).	Un pictogramme « danger biologique » est apposé sur les accès principaux du 1 ^{er} étage du bâtiment B12.
2° Séparation du lieu de travail des autres activités dans le même bâtiment	Le plateau du 1 ^{er} étage du bâtiment B12 est composé de suites indépendantes les unes des autres uniquement dédié à la culture cellulaire.

3° Localisation des systèmes clos dans la zone contrôlée.	Déterminés au cas par cas.
4° Accès à la zone contrôlée via un sas.	Oui.
5° Accès à la zone contrôlée réservé aux seuls travailleurs autorisés	Les locaux sont sous contrôle d'accès. La validation des accès se fait après habilitation du personnel.
6° Présence d'une fenêtre d'observation ou système équivalent permettant de voir les occupants	Les suites susmentionnées sont conçues avec des panneaux avec châssis vitrés.
7° Résistance de surfaces à l'eau et nettoyage et désinfection aisés.	Oui.
8° Surfaces de paillasse résistantes aux acides, alcalis et solvants et désinfectants	Oui.
9° Installations sanitaires dans la zone contrôlée.	Il n'existe pas de point d'eau dans les suites. Avant de pénétrer dans les suites, le personnel est équipé de tenue intégrale stérile, de 2 paires de gants stériles, de lunette à coque et de masque de protection. Les lave-mains des sanitaires sont équipés de robinet optique pour la distribution d'eau.
10° Installations sanitaires dans la zones contrôlée	Pas d'installations sanitaires dans les suites (atmosphère de classe B). Principe du non retour en arrière en classe B. Sortie des suites pour accès en zone C où se trouvent les installations sanitaires.
11° Le personnel doit prendre une douche avant de quitter la zone contrôlée	Non.
12° Vêtements de protection	Avant de pénétrer dans une suite, le personnel est équipé d'un pyjama, d'une tenue intégrale stérile qui est ôtée dans le sas de sortie de la suite où l'activité a eu lieu.
13° Gants	Port de 2 paires de gants stériles pour les manipulations dans les suites.
14° Fenêtre	Les suites ne disposent pas de fenêtres et sont pourvues de panneaux avec vitrage incorporé.
15° Possibilité de rendre la zone contrôlée hermétique pour permettre la désinfection par méthode gazeuse	Installation de portes automatiques étanches.
16° Ventilation adaptée de la zone contrôlée pour minimiser la contamination de l'air	Ventilation de classe B et manipulation en PSM II.
17° Système de ventilation de secours	Oui.
18° Maintien d'une pression négative dans la zone contrôlée	Les couloirs de circulation et de sortie de la suite L2+ sont en dépression par rapport aux locaux et à la classe C afin d'éviter une dissémination potentielle.

19° Système d'alarme adapté pour détecter des changements inacceptables de la pression d'air.	Oui.
20° Filtration HEPA de l'air entrant et extrait de la zone contrôlée	Filtration HEPA de l'air entrant dans toutes les suites. Filtration HEPA de l'air extrait uniquement dans la suite L2+. Un monitoring en continu de la pression différentielle des locaux relié à des alarmes permet de garantir à tout instant l'intégrité des filtres.
21° Lutte efficace contre les vecteurs (par exemple rongeurs et insectes).	Présence de destructeurs électriques d'insectes à lampes UV aux accès en zone. Contrat de suivi et de contrôle des dispositifs de lutte contre les insectes et les rongeurs avec un prestataire externe.
22° Présence d'un autoclave double entrée dans la zone contrôlée	Un autoclave à chaleur humide est installé dans les locaux du bâtiment B12, en pièce 12 196.
23° Manipulation des micro-organismes viables dans un système qui sépare physiquement le procédé de l'environnement.	Manipulation sous PSM II dans tous les modules (ou box) des suites (L2 et L2+).
24° Prélèvement des échantillons, apport de substances au système clos et transfert de micro-organisme viables à un autre système clos effectués de façon à minimiser la dissémination.	Non applicable.
25° Conception des joints et garnitures des systèmes clos de façon à minimiser la dissémination.	Non applicable.
26° Sauf si le micro-organisme génétiquement modifié vivant est le produit, sortie du système clos des fluides de cultures après que les micro-organismes ont été inactivés par des moyens validés.	Le micro-organisme génétiquement modifié vivant est le produit.
27° Traitement des gaz rejetés du système clos de façon à minimiser la dissémination.	Poste de sécurité microbiologique II avec filtre HEPA.
28° Conception de la zone contrôlée de façon à retenir le déversement total du grand contenant	Locaux avec plinthes soudées remontant sur les murs et PSM avec rebord permettant de contenir le volume du plus grand contenant (1 litre de volume)
29° Installation d'un système de collecte et d'inactivation des effluents des éviers, couches et de lavage des sols avant rejet.	Procédés sans utilisation d'eau. Les rejets d'eau issus des procédés OGM sont interdits.

30° Inactivation du matériel contaminé et les déchets	<p>Les déchets liquides et solides issus de la manipulation des OGM seront inactivés dès leur production par autoclavage (134°C minimum pendant 20 minutes).</p> <p>Les déchets issus de la manipulation des OGM sont traités comme des déchets à risque infectieux et éliminés quotidiennement avec les autres déchets à risques infectieux du site. Ils sont traités par une filière agréée (incinération).</p> <p>Le matériel à usage unique est traité comme un déchet après usage.</p> <p>Le matériel réutilisable (plateau d'incubateur) est désinfecté et autoclavé.</p>
31° Inactivation des effluents biologiques par des moyens validés avant rejet final.	Voir ci-dessus.
32° Moyens de communication avec l'extérieur	Le personnel travaille en binôme en classe B, dispose d'outils informatiques de communication et de téléphone DECT en cas d'urgence.

CHAPITRE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – EXÉCUTION

ARTICLE 5. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

-Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

ARTICLE 6. EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture,
 Les inspecteurs de l'environnement,
 Le Maire de LES ULIS

L'exploitant, la société LFB Biomédicaments,
 sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne et dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de Palaiseau.

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général


 Alain ESPINASSE



PREFECTURE ESSONNE

Décision n ° 2014169-0019

**signé par
le Délégué Territorial**

le 18 Juin 2014

**91 - Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de l'Essonne
Pôle offre de soins et médico- social**

Décision tarifaire N °217 portant fixation de la
dotation globale de soins pour l'année 2014 de
L'ACCUEIL DE JOUR LES CROCUS -
ORSAY - 910014869

DECISION TARIFAIRE N° 217 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2014 DE
UNITÉ D'ACCUEIL DE JOUR "LES CROCUS" - 910014869

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2013-1203 du 23/12/2013 de financement de la Sécurité Sociale pour 2014 publiée au Journal Officiel du 24/12/2013 ;
- VU l'arrêté ministériel du 17/04/2014 publié au Journal Officiel du 20/04/2014 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2014 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18/04/2014 publiée au Journal Officiel du 29/04/2014 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2014 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination de Monsieur Claude EVIN en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de ESSONNE en date du 01/04/2014 ;
- VU l'arrêté en date du 07/06/2007 autorisant la création d'un AJ dénommé UNITÉ D'ACCUEIL DE JOUR "LES CROCUS" (910014869) sis 85, R DE PARIS, 91400, ORSAY et géré par l'entité dénommée CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (910807502) ;

Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 17/06/2014.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2014, s'élève à 83 601.18 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement temporaire	0.00
Accueil de jour	83 601.18

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 6 966.76 € ;

Soit les tarifs journaliers de soins suivants :

	EN EUROS
Tarif journalier HT	
Tarif journalier AJ	45.19

ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture ESSONNE.

ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE» (910807502) et à la structure dénommée UNITÉ D'ACCUEIL DE JOUR "LES CROCUS" (910014869).

FAIT A *Bury*

, LE

18 JUIN 2014

Michel HUGUET

Par délégué, le Délégué territorial



PREFECTURE ESSONNE

Décision n ° 2014169-0020

**signé par
le Délégué Territorial**

le 18 Juin 2014

**91 - Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de l'Essonne
Pôle offre de soins et médico- social**

Décision tarifaire N °222 portant fixation de la
dotation globale de soins pour l'année 2014 de
l'EHPAD CHATEAU LA FONTAINE AUX
COSSONS - VAUGNIGNEUSE - 910707785

DECISION TARIFAIRE N° 222 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2014 DE
EHPAD CHATEAU LA FONTAINE AUX COSSONS - 910707785

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2013-1203 du 23/12/2013 de financement de la Sécurité Sociale pour 2014 publiée au Journal Officiel du 24/12/2013 ;
- VU l'arrêté ministériel du 17/04/2014 publié au Journal Officiel du 20/04/2014 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2014 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18/04/2014 publiée au Journal Officiel du 29/04/2014 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2014 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination de Monsieur Claude EVIN en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de ESSONNE en date du 01/04/2014 ;
- VU l'arrêté en date du 11/05/1992 autorisant la création d'un EHPAD dénommé EHPAD CHATEAU LA FONTAINE AUX COSSONS (910707785) sis 12, R DU MARAIS, 91640, VAUGRIGNEUSE et géré par l'entité dénommée SAS CHATEAU DE LA FONTAINE AUX COSSONS (910001148);
- VU la convention tripartite prenant effet le 20/12/2013

Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 17/06/2014.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2014, s'élève à 1 090 967.45 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement permanent	1 026 025.62
UHR	0.00
PASA	0.00
Hébergement temporaire	64 941.83
Accueil de jour	0.00

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 90 913.95 €

Soit les tarifs journaliers de soins suivants

	EN EUROS
Tarif journalier soins GIR 1 et 2	49.97
Tarif journalier soins GIR 3 et 4	40.38
Tarif journalier soins GIR 5 et 6	30.79
Tarif journalier HT	30.26
Tarif journalier AJ	

- ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture ESSONNE
- ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «SAS CHATEAU DE LA FONTAINE AUX COSSONS» (910001148) et à la structure dénommée EHPAD CHATEAU LA FONTAINE AUX COSSONS (910707785).

FAIT A

BURY

, LE

18 JUIN 2014

Par délégation, le Délégué territorial

Huguet
Michel HUGUET



PREFECTURE ESSONNE

Décision n °2014177-0046

**signé par
le Délégué Territorial**

le 26 Juin 2014

**91 - Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de l'Essonne
Pôle offre de soins et médico- social**

Décision tarifaire N °377 portant fixation de la
dotation globale de soins pour l'année 2014 de
l'accueil de jour Alzheimer de Saint Chéron -
910015189

DECISION TARIFAIRE N° 377 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2014 DE
MAIS D'ACCUEIL DE JOUR ALZHEIMER-AFTAM - 910015189

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2013-1203 du 23/12/2013 de financement de la Sécurité Sociale pour 2014 publiée au Journal Officiel du 24/12/2013 ;
- VU l'arrêté ministériel du 17/04/2014 publié au Journal Officiel du 20/04/2014 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2014 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18/04/2014 publiée au Journal Officiel du 29/04/2014 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2014 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination de Monsieur Claude EVIN en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de ESSONNE en date du 01/04/2014 ;
- VU l'arrêté en date du 28/02/2008 autorisant la création d'un AJ dénommé MAIS D'ACCUEIL DE JOUR ALZHEIMER-AFTAM (910015189) sis 64, AV DE DOURDAN, 91530, SAINT-CHERON et géré par l'entité dénommée COALLIA (750825846) ;

- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 04/11/2014 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée MAIS D'ACCUEIL DE JOUR ALZHEIMER-AFTAM (910015189) pour l'exercice 2014 ;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 12/06/2014, par l'ARS Ile-de-France ;
- Considérant la réponse à la procédure contradictoire en date du 19/06/2014 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'entité gestionnaire ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 25/06/2014.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2014, s'élève à 162 162.49 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement temporaire	0.00
Accueil de jour	162 162.49

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 13 513.54 € ;

Soit les tarifs journaliers de soins suivants :

	EN EUROS
Tarif journalier HT	
Tarif journalier AJ	70.41

ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture ESSONNE.

ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «COALLIA» (750825846) et à la structure dénommée MAIS D'ACCUEIL DE JOUR ALZHEIMER-AFTAM (910015189).

FAIT A

EVRY

, LE

26 JUIN 2014

Hugué
Michel HUGUET

Par délégation, le Délégué territorial



PREFECTURE ESSONNE

Décision n ° 2014177-0047

**signé par
le Délégué Territorial**

le 26 Juin 2014

**91 - Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de l'Essonne
Pôle offre de soins et médico- social**

Décision tarifaire N °388 portant fixation de la
dotation globale de soins pour l'année 2014 de
l'EHPAD RESIDENCE DU PLATEAU -
ATHIS MONS 910019058

DECISION TARIFAIRE N° 383 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2014 DE
EHPAD RÉSIDENCE DU PLATEAU - 910019058

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2013-1203 du 23/12/2013 de financement de la Sécurité Sociale pour 2014 publiée au Journal Officiel du 24/12/2013 ;
- VU l'arrêté ministériel du 17/04/2014 publié au Journal Officiel du 20/04/2014 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2014 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18/04/2014 publiée au Journal Officiel du 29/04/2014 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2014 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination de Monsieur Claude EVIN en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de ESSONNE en date du 01/04/2014 ;
- VU l'arrêté en date du 24/07/2009 autorisant la création d'un EHPAD dénommé EHPAD RÉSIDENCE DU PLATEAU (910019058) sis 1, R PAUL VAILLANT COUTURIER, 91200, ATHIS-MONS et géré par l'entité dénommée SARL, RÉSIDENCE DU PLATEAU (450018635);
- VU la convention tripartite prenant effet le 01/07/2012

- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 31/10/2013 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée EHPAD RÉSIDENCE DU PLATEAU (910019058) pour l'exercice 2014 ;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 10/06/2014 , par l'ARS Ile-de-France ;
- Considérant l'absence de réponse de la structure ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 25/06/2014.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2014, s'élève à 861 715.33 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement permanent	779 895.77
UHR	0.00
PASA	0.00
Hébergement temporaire	81 819.56
Accueil de jour	0.00

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 71 809.61 €

Soit les tarifs journaliers de soins suivants

	EN EUROS
Tarif journalier soins GIR 1 et 2	36.96
Tarif journalier soins GIR 3 et 4	27.25
Tarif journalier soins GIR 5 et 6	18.07
Tarif journalier HT	34.80
Tarif journalier AJ	

- ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture ESSONNE
- ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «SARL, RÉSIDENCE DU PLATEAU» (450018635) et à la structure dénommée EHPAD RÉSIDENCE DU PLATEAU (910019058).

FAIT A

EVRY

, LE

26 JUIN 2014

Par déléation, le Délégué territorial

Michel HUGUET
Michel HUGUET



PREFECTURE ESSONNE

Décision n °2014177-0048

**signé par
le Délégué Territorial**

le 26 Juin 2014

**91 - Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de l'Essonne
Pôle offre de soins et médico- social**

Décision tarifaire N °373 portant fixation de la
dotation globale de soins pour l'année 2014 de
l'EHPAD LES LARRIS à BREUILLET -
910814078

DECISION TARIFAIRE N° 373 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2014 DE
EHPAD "LES LARRIS" - 910814078

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2013-1203 du 23/12/2013 de financement de la Sécurité Sociale pour 2014 publiée au Journal Officiel du 24/12/2013 ;
- VU l'arrêté ministériel du 17/04/2014 publié au Journal Officiel du 20/04/2014 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2014 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18/04/2014 publiée au Journal Officiel du 29/04/2014 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2014 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination de Monsieur Claude EVIN en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de ESSONNE en date du 01/04/2014 ;
- VU l'arrêté en date du 15/02/1994 autorisant la création d'un EHPAD dénommé EHPAD "LES LARRIS" (910814078) sis 4, R DE LA TOURNEE, 91650, BREUILLET et géré par l'entité dénommée COALLIA (750825846);
- VU la convention tripartite prenant effet le 01/01/2008

- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 31/10/2014 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée EHPAD "LES LARRIS" (910814078) pour l'exercice 2014 ;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 12/06/2014 , par l'ARS Ile-de-France ;
- Considérant la réponse à la procédure contradictoire en date du 19/06/2014 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'entité gestionnaire ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 25/06/2014.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2014, s'élève à 806 762.97 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement permanent	791 543.12
UHR	0.00
PASA	0.00
Hébergement temporaire	0.00
Accueil de jour	15 219.85

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 67 230.25 €

Par délégation, le Délégué territorial

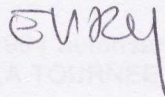
Michel HUBERT

Soit les tarifs journaliers de soins suivants

	EN EUROS
Tarif journalier soins GIR 1 et 2	34.10
Tarif journalier soins GIR 3 et 4	30.19
Tarif journalier soins GIR 5 et 6	20.59
Tarif journalier HT	
Tarif journalier AJ	41.70

- ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture ESSONNE
- ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «COALLIA» (750825846) et à la structure dénommée EHPAD "LES LARRIS" (910814078).

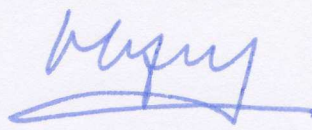
FAIT A



, LE

26 JUIN 2014

Par délégation, le Délégué territorial


Michel HUGUET



PREFECTURE ESSONNE

Décision n °2014177-0049

**signé par
le Délégué Territorial**

le 26 Juin 2014

**91 - Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de l'Essonne
Pôle offre de soins et médico- social**

Décision tarifaire N °290 portant fixation de la
dotation globale de soins pour l'année 2014 de
l'EHPAD RESIDENCE GALIGNANI -
CORBEIL- ESSONNES - 910800978

DECISION TARIFAIRE N° 290 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2014 DE
EHPAD RÉSIDENCE GALIGNANI - 910800978

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2013-1203 du 23/12/2013 de financement de la Sécurité Sociale pour 2014 publiée au Journal Officiel du 24/12/2013 ;
- VU l'arrêté ministériel du 17/04/2014 publié au Journal Officiel du 20/04/2014 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2014 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18/04/2014 publiée au Journal Officiel du 29/04/2014 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2014 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination de Monsieur Claude EVIN en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de ESSONNE en date du 01/04/2014 ;
- VU l'arrêté en date du 01/01/1945 autorisant la création d'un EHPAD dénommé EHPAD RÉSIDENCE GALIGNANI (910800978) sis 15, BD HENRI DUNANT, 91100, CORBEIL-ESSONNES et géré par l'entité dénommée CENTRE HOSPITALIER SUD FRANCILIEN (910002773);
- VU la convention tripartite prenant effet le 01/01/2010

Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 23/06/2014.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2014, s'élève à 1 293 214.75 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement permanent	1 293 214.75
UHR	0.00
PASA	0.00
Hébergement temporaire	0.00
Accueil de jour	0.00

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 107 767.90 €

Soit les tarifs journaliers de soins suivants

	EN EUROS
Tarif journalier soins GIR 1 et 2	54.78
Tarif journalier soins GIR 3 et 4	41.58
Tarif journalier soins GIR 5 et 6	29.30
Tarif journalier HT	
Tarif journalier AJ	

- ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture ESSONNE
- ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «CENTRE HOSPITALIER SUD FRANCILIEN» (910002773) et à la structure dénommée EHPAD RÉSIDENCE GALIGNANI (910800978).

FAIT A

Sury

, LE

26 JUIN 2014

Par déléation, le Délégué territorial

Hugué
Michel HUGUET



PREFECTURE ESSONNE

Décision n ° 2014177-0050

**signé par
le Délégué Territorial**

le 26 Juin 2014

**91 - Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de l'Essonne
Pôle offre de soins et médico- social**

Décision tarifaire N °323 portant fixation de la
dotation globale de soins pour l'année 2014 de
l'EHPAD LA MAISON DES CLEMATITES-
CORBEIL- ESSONNES - 910013879

DECISION TARIFAIRE N° 323 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2014 DE
EHPAD LA MAISON DES CLEMATITES - 910013879

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2013-1203 du 23/12/2013 de financement de la Sécurité Sociale pour 2014 publiée au Journal Officiel du 24/12/2013 ;
- VU l'arrêté ministériel du 17/04/2014 publié au Journal Officiel du 20/04/2014 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2014 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18/04/2014 publiée au Journal Officiel du 29/04/2014 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2014 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination de Monsieur Claude EVIN en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de ESSONNE en date du 01/04/2014 ;
- VU l'arrêté en date du 22/10/2009 autorisant la création d'un EHPAD dénommé EHPAD LA MAISON DES CLEMATITES (910013879) sis 44, R DE LA DAUPHINE, 91100, CORBEIL-ESSONNES et géré par l'entité dénommée A.D.E.F. RESIDENCES (940004088);
- VU la convention tripartite prenant effet le 12/03/2012

- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28/10/2013 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée EHPAD LA MAISON DES CLEMATITES (910013879) pour l'exercice 2014 ;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 10/06/2014 , par l'ARS Ile-de-France ;
- Considérant la réponse à la procédure contradictoire en date du 12/06/2014 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'entité gestionnaire ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 23/06/2014.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2014, s'élève à 1 032 590.13 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement permanent	985 836.10
UHR	0.00
PASA	0.00
Hébergement temporaire	46 754.03
Accueil de jour	0.00

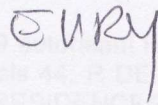
ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 86 049.18 €

Soit les tarifs journaliers de soins suivants

	EN EUROS
Tarif journalier soins GIR 1 et 2	40.85
Tarif journalier soins GIR 3 et 4	33.99
Tarif journalier soins GIR 5 et 6	27.12
Tarif journalier HT	44.74
Tarif journalier AJ	

- ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture ESSONNE
- ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «A.D.E.F. RESIDENCES» (940004088) et à la structure dénommée EHPAD LA MAISON DES CLEMATITES (910013879).

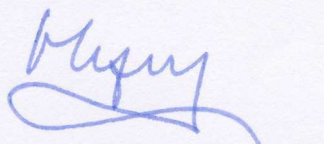
FAIT A



, LE

26 JUIN 2014

Par délégation, le Délégué territorial


Michel HUGUET



PREFECTURE ESSONNE

Décision n ° 2014177-0051

**signé par
le Délégué Territorial**

le 26 Juin 2014

**91 - Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de l'Essonne
Pôle offre de soins et médico- social**

Décision tarifaire N °378 portant fixation de la
dotation globale de soins pour l'année 2014 de
l'EHPAD MARCEL PAUL - FLEURY
MEROGIS - 910810639

DECISION TARIFAIRE N° 378 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2014 DE
EHPAD "MARCEL PAUL" - 910810639

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2013-1203 du 23/12/2013 de financement de la Sécurité Sociale pour 2014 publiée au Journal Officiel du 24/12/2013 ;
- VU l'arrêté ministériel du 17/04/2014 publié au Journal Officiel du 20/04/2014 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2014 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18/04/2014 publiée au Journal Officiel du 29/04/2014 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2014 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination de Monsieur Claude EVIN en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de ESSONNE en date du 01/04/2014 ;
- VU l'arrêté en date du 20/04/1982 autorisant la création d'un EHPAD dénommé EHPAD "MARCEL PAUL" (910810639) sis 8, R ROGER CLAVIER, 91700, FLEURY-MEROGIS et géré par l'entité dénommée UNION MUTUALISTE D'INITIATIVE SANTÉ (910014919);
- VU la convention tripartite prenant effet le 01/01/2008

- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 04/11/2013 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée EHPAD "MARCEL PAUL" (910810639) pour l'exercice 2014 ;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 10/06/2014 , par l'ARS Ile-de-France ;
- Considérant l'absence de réponse de la structure ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 25/06/2014.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2014, s'élève à 1 300 351.95 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement permanent	1 300 351.95
UHR	0.00
PASA	0.00
Hébergement temporaire	0.00
Accueil de jour	0.00

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 108 362.66 €

Soit les tarifs journaliers de soins suivants

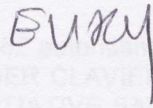
	EN EUROS
Tarif journalier soins GIR 1 et 2	49.74
Tarif journalier soins GIR 3 et 4	41.50
Tarif journalier soins GIR 5 et 6	33.48
Tarif journalier HT	
Tarif journalier AJ	

ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture ESSONNE

ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «UNION MUTUALISTE D'INITIATIVE SANTÉ» (910014919) et à la structure dénommée EHPAD "MARCEL PAUL" (910810639).

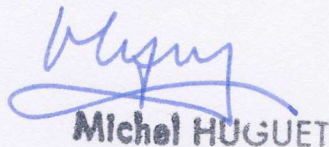
FAIT A



, LE

26 JUIN 2014

Par déléguation, le Délégué territorial


Michel HUGUET



PREFECTURE ESSONNE

Décision n ° 2014177-0052

**signé par
le Délégué Territorial**

le 26 Juin 2014

**91 - Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de l'Essonne
Pôle offre de soins et médico- social**

Décision tarifaire N °485 portant fixation de la
dotation globale de soins pour l'année 2014 de
l'EHPAD LA MAISON SAINT JOSEPH -
ETAMPES- 910701481

DECISION TARIFAIRE N° 485 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2014 DE
EHPAD LA MAISON SAINT JOSEPH - 910701481

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2013-1203 du 23/12/2013 de financement de la Sécurité Sociale pour 2014 publiée au Journal Officiel du 24/12/2013 ;
- VU l'arrêté ministériel du 17/04/2014 publié au Journal Officiel du 20/04/2014 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2014 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18/04/2014 publiée au Journal Officiel du 29/04/2014 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2014 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination de Monsieur Claude EVIN en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de ESSONNE en date du 01/04/2014 ;
- VU l'arrêté en date du 04/04/1930 autorisant la création d'un EHPAD dénommé EHPAD LA MAISON SAINT JOSEPH (910701481) sis 14, R GEROFOSSE, 91150, ETAMPES et géré par l'entité dénommée ASS CHRET INSTITUTION SOC SANTE FRANCE (590035762);
- VU la convention tripartite prenant effet le 01/06/2011

- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 04/10/2013 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée EHPAD LA MAISON SAINT JOSEPH (910701481) pour l'exercice 2014 ;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 10/06/2014 , par l'ARS Ile-de-France ;
- Considérant l'absence de réponse de la structure ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 26/06/2014.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2014, s'élève à 1 361 420.29 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement permanent	1 329 397.69
UHR	0.00
PASA	0.00
Hébergement temporaire	32 022.60
Accueil de jour	0.00

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 113 451.69 €

Michel HUGUET

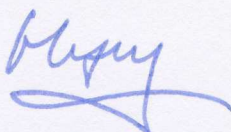
Soit les tarifs journaliers de soins suivants

	EN EUROS
Tarif journalier soins GIR 1 et 2	44.32
Tarif journalier soins GIR 3 et 4	39.70
Tarif journalier soins GIR 5 et 6	35.08
Tarif journalier HT	48.74
Tarif journalier AJ	

- ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture ESSONNE
- ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «ASS CHRET INSTITUTION SOC SANTE FRANCE» (590035762) et à la structure dénommée EHPAD LA MAISON SAINT JOSEPH (910701481).

FAIT A *EURey*, LE 26 JUIN 2014

Par déléation, le Délégué territorial


Michel HUGUET



PREFECTURE ESSONNE

Décision n ° 2014177-0053

**signé par
le Délégué Territorial**

le 26 Juin 2014

**91 - Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de l'Essonne
Pôle offre de soins et médico- social**

Décision tarifaire N °381 portant fixation de la
dotation globale de soins pour l'année 2014 de
l'EHPAD LES PARENTELES - LA VILLE
DU BOIS - 910005859

DECISION TARIFAIRE N° 381 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2014 DE
EHPAD LES PARENTELES - 910005859

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2013-1203 du 23/12/2013 de financement de la Sécurité Sociale pour 2014 publiée au Journal Officiel du 24/12/2013 ;
- VU l'arrêté ministériel du 17/04/2014 publié au Journal Officiel du 20/04/2014 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2014 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18/04/2014 publiée au Journal Officiel du 29/04/2014 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2014 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination de Monsieur Claude EVIN en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de ESSONNE en date du 01/04/2014 ;
- VU l'arrêté en date du 26/04/2004 autorisant la création d'un EHPAD dénommé EHPAD LES PARENTELES (910005859) sis 18, ALL VICTOR HUGO, 91620, LA VILLE-DU-BOIS et géré par l'entité dénommée EURL LES PARENTÈLES (910014679);
- VU la convention tripartite prenant effet le 15/04/2007

- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 30/10/2013 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée EHPAD LES PARENTELES (910005859) pour l'exercice 2014 ;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 10/06/2014 , par l'ARS Ile-de-France ;
- Considérant l'absence de réponse de la structure ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 25/06/2014.

DECIDE

- ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2014, s'élève à 1 414 327.69 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement permanent	1 232 375.66
UHR	0.00
PASA	0.00
Hébergement temporaire	181 952.03
Accueil de jour	0.00

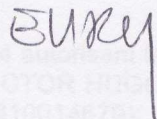
- ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 117 860.64 €

Soit les tarifs journaliers de soins suivants

	EN EUROS
Tarif journalier soins GIR 1 et 2	50.35
Tarif journalier soins GIR 3 et 4	39.90
Tarif journalier soins GIR 5 et 6	29.44
Tarif journalier HT	46.15
Tarif journalier AJ	

- ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture ESSONNE
- ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «EURL LES PARENTÉLES» (910014679) et à la structure dénommée EHPAD LES PARENTELES (910005859).

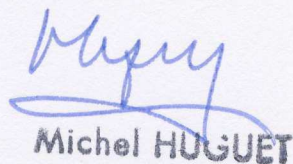
FAIT A



, LE

26 JUILLET 2014

Par déléguation, le Délégué territorial



Michel HUGUET



PREFECTURE ESSONNE

Décision n ° 2014177-0054

**signé par
le Délégué Territorial**

le 26 Juin 2014

**91 - Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de l'Essonne
Pôle offre de soins et médico- social**

Décision tarifaire N °344 portant fixation de la
dotation globale de soins pour l'année 2014 de
l'EHPAD LA MAISON DE LA
CHATAIGNERAIE - LEUVILLE SUR
ORGE - 910013929

DECISION TARIFAIRE N° 344 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2014 DE
EHPAD LA MAISON DE LA CHATAIGNERAIE - 910013929

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2013-1203 du 23/12/2013 de financement de la Sécurité Sociale pour 2014 publiée au Journal Officiel du 24/12/2013 ;
- VU l'arrêté ministériel du 17/04/2014 publié au Journal Officiel du 20/04/2014 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2014 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18/04/2014 publiée au Journal Officiel du 29/04/2014 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2014 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination de Monsieur Claude EVIN en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de ESSONNE en date du 01/04/2014 ;
- VU l'arrêté en date du 12/01/2007 autorisant la création d'un EHPAD dénommé EHPAD LA MAISON DE LA CHATAIGNERAIE (910013929) sis 0, R DU CHEMIN ROYAL, 91310, LEUVILLE-SUR-ORGE et géré par l'entité dénommée A.D.E.F. RESIDENCES (940004088);
- VU la convention tripartite prenant effet le 01/05/2012

- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 31/10/2013 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée EHPAD LA MAISON DE LA CHATAIGNERAIE (910013929) pour l'exercice 2014 ;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 10/06/2013 , par l'ARS Ile-de-France ;
- Considérant la réponse à la procédure contradictoire en date du 12/06/2014 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'entité gestionnaire ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 23/06/2014.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2014, s'élève à 1 412 236.34 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement permanent	1 298 365.56
UHR	0.00
PASA	0.00
Hébergement temporaire	46 754.03
Accueil de jour	67 116.75

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 117 686.36 €

Par délégation, le Délégué territorial

Michel HUGUET

Soit les tarifs journaliers de soins suivants

	EN EUROS
Tarif journalier soins GIR 1 et 2	49.92
Tarif journalier soins GIR 3 et 4	41.51
Tarif journalier soins GIR 5 et 6	33.10
Tarif journalier HT	44.74
Tarif journalier AJ	31.58

ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture ESSONNE

ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «A.D.E.F. RESIDENCES» (940004088) et à la structure dénommée EHPAD LA MAISON DE LA CHATAIGNERAIE (910013929).

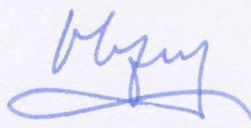
FAIT A

EVRY

, LE

26 JUN 2014

Par déléation, le Délégué territorial


Michel HUGUET



PREFECTURE ESSONNE

Décision n ° 2014177-0055

**signé par
le Délégué Territorial**

le 26 Juin 2014

**91 - Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de l'Essonne
Pôle offre de soins et médico- social**

Décision tarifaire N °561 portant fixation de la
dotation globale de soins pour l'année 2014 de
l'EHPAD MAISON DE FAMILLE LES
ETANGS - MENNECY - 910805837

DECISION TARIFAIRE N° 561 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
SOINS POUR L'ANNEE 2014 DE
EHPAD MAISON DE FAMILLE LES ETANGS - 910805837

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2013-1203 du 23/12/2013 de financement de la Sécurité Sociale pour 2014 publiée au Journal Officiel du 24/12/2013 ;
- VU l'arrêté ministériel du 17/04/2014 publié au Journal Officiel du 20/04/2014 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2014 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18/04/2014 publiée au Journal Officiel du 29/04/2014 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2014 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination de Monsieur Claude EVIN en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de ESSONNE en date du 01/04/2014 ;
- VU l'arrêté en date du 04/04/1904 autorisant la création d'un EHPAD dénommé EHPAD MAISON DE FAMILLE LES ETANGS (910805837) sis 13, R DU PETIT MENNECY, 91540, MENNECY et géré par l'entité dénommée SAS RÉSIDENCE LE CLAIR LOGIS (910016898);
- VU la convention tripartite prenant effet le 01/01/2010

- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 30/10/2013 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée EHPAD MAISON DE FAMILLE LES ETANGS (910805837) pour l'exercice 2014 ;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 23/06/2014 , par l'ARS Ile-de-France ;
- Considérant l'absence de réponse de la structure ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 30/06/2014.

DECIDE

ARTICLE 1^{ER} La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2014, s'élève à 1 277 663.54 € et se décompose comme suit :

	DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS
Hébergement permanent	1 147 945.63
UHR	0.00
PASA	0.00
Hébergement temporaire	117 925.37
Accueil de jour	11 792.54

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 106 471.96 €

Soit les tarifs journaliers de soins suivants

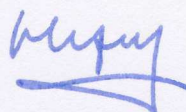
	EN EUROS
Tarif journalier soins GIR 1 et 2	44.58
Tarif journalier soins GIR 3 et 4	36.63
Tarif journalier soins GIR 5 et 6	28.62
Tarif journalier HT	65.92
Tarif journalier AJ	32.31

- ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture ESSONNE
- ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «SAS RÉSIDENCE LE CLAIR LOGIS» (910016898) et à la structure dénommée EHPAD MAISON DE FAMILLE LES ETANGS (910805837).

FAIT A *EVRY*

, LE 26 JUIN 2014

Par délégation, le Délégué territorial


Michel HUGUET